



Conseil de sécurité

Soixante-dix-neuvième année

9788^e séance

Lundi 18 novembre 2024, à 15 h 30

New York

Provisoire

<i>Présidents :</i>	M. Lammy/M. Kariuki	(Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)
<i>Membres :</i>	Algérie	M. Koudri
	Chine	M. Geng Shuang
	Équateur	M. Montalvo Sosa
	États-Unis d'Amérique	M ^{me} Thomas-Greenfield/M. Wood
	Fédération de Russie	M. Nebenzia
	France	M. de Rivière
	Guyana	M ^{me} Rodrigues-Birkett
	Japon	M. Fujii
	Malte	M ^{me} Frazier
	Mozambique	M. Afonso
	République de Corée	M. Hwang
	Sierra Leone	M. Sowa
	Slovénie	M. Štucin
	Suisse	M. Cassis

Ordre du jour

Maintien de la paix et de la sécurité de l'Ukraine

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau AB-0928 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est ouverte à 15 h 35.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

Maintien de la paix et de la sécurité de l'Ukraine

Le Président (*parle en anglais*) : Je souhaite chaleureusement la bienvenue aux ministres et aux autres représentants de haut niveau présents dans la salle du Conseil de sécurité cet après-midi. Leur présence souligne l'importance de la question à l'examen.

Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les représentants de l'Allemagne, de l'Islande, de l'Italie, de la Lituanie, de la Pologne, de la République tchèque, de la Roumanie, de la Türkiye et de l'Ukraine à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite M^{me} Rosemary DiCarlo, Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix, à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite également S. E. M. Stavros Lambrinidis, Chef de la Délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies, à participer à la présente séance.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Je donne la parole à M^{me} DiCarlo.

M^{me} DiCarlo (*parle en anglais*) : J'ai le plaisir aujourd'hui de donner lecture d'une déclaration au nom du Secrétaire général António Guterres, qui n'a malheureusement pas pu participer à la présente séance.

Mille jours se sont écoulés depuis que la Fédération de Russie a lancé son invasion à grande échelle de l'Ukraine, en violation flagrante de la Charte des Nations Unies et du droit international. Mille jours de mort, de destruction et de désespoir généralisés qui se poursuivent sans relâche pour des millions d'Ukrainiens. Mille jours plus tard, la guerre fait rage, sans faiblir. Des combats meurtriers ravagent de plus en plus l'est et le sud de l'Ukraine. Des villes et des villages entiers ont été réduits à l'état de ruines. Bakhmut, Avdiivka, Vovchansk et Vuhledar ont été pratiquement rayées de la carte. Depuis février 2022, au moins 12 164 civils ont été tués, dont plus de 600 enfants. Au moins 26 871 autres ont été blessés. Et

il ne s'agit là que des chiffres confirmés. Le nombre réel des morts est probablement beaucoup plus élevé.

Au cours des derniers mois, le nombre de victimes civiles a considérablement augmenté. Octobre et novembre ont été marqués par certaines des attaques de missiles et de drones les plus intenses et les plus massives de la guerre. Pendant le week-end, la Fédération de Russie a lancé l'une de ses plus importantes frappes combinées, à l'aide de 120 missiles et de 90 drones qui se seraient abattus sur des infrastructures énergétiques dans toutes les régions ukrainiennes, causant de graves dommages et faisant de nombreuses victimes.

Hier soir, les médias ont également rapporté que les forces ukrainiennes auraient été autorisées à utiliser des armes à longue portée fournies par des partenaires pour mener des frappes à l'intérieur de la Fédération de Russie. Je tiens à être claire : toutes les parties doivent assurer la sécurité et la protection des civils, où qu'ils se trouvent.

Dans toute l'Ukraine, les zones résidentielles sont de plus en plus souvent la cible d'attaques. Les habitants de Kyïv sont à nouveau contraints de se mettre à l'abri des barrages nocturnes de drones et de missiles. Les infrastructures civiles et énergétiques critiques de l'Ukraine sont systématiquement visées et décimées, de telle sorte que de nombreux Ukrainiens sont privés d'accès aux produits de première nécessité. On recense au moins 580 installations médicales endommagées ou détruites, et de nombreux secouristes et membres du personnel médical ont été blessés, voire tués. Au bas mot, 1 358 établissements d'enseignement ont été endommagés ou détruits.

L'Ukraine est désormais une des régions où on compte le plus grand nombre de mines : près d'un quart de son territoire, soit quatre fois la superficie de la Suisse, est contaminé par les mines.

La dégradation de l'environnement due à la guerre, y compris du fait de la destruction d'infrastructures critiques telles que le barrage de Kakhovka, a des conséquences de long terme sur les écosystèmes locaux comme sur l'agriculture ukrainienne.

Des millions de personnes traumatisées sont tributaires d'une aide humanitaire vitale. Près de 4 millions de personnes sont toujours déplacées en Ukraine et plus de 6,8 millions d'autres ont fui le pays.

Comme dans tout conflit, les femmes sont touchées de manière disproportionnée par les répercussions socioéconomiques de la guerre. Une génération entière d'enfants

est privée d'une éducation digne de ce nom parce que, du fait des attaques, l'enseignement se fait désormais en ligne ou dans des abris souterrains. Pendant ce temps, les droits humains continuent d'être systématiquement violés.

La situation en mer Noire reste explosive. Le regain d'attaques russes contre les navires civils et les infrastructures portuaires, en particulier à Odesa, est à nouveau en train d'aggraver l'insécurité alimentaire mondiale. Nous sommes déterminés à poursuivre nos échanges avec toutes les parties pour contribuer à une navigation libre et sûre en mer Noire.

L'infrastructure énergétique ukrainienne ayant été délibérément détruite, l'hiver à venir pourrait être le plus difficile depuis le début de la guerre. Il n'est pas difficile de comprendre comment de longues coupures de courant subies quotidiennement aggravent les conditions de vie, tout particulièrement pour les plus de 2 millions de personnes dont les maisons ont été endommagées ou détruites et pour celles vivant près des lignes de front. L'ONU demeure pleinement mobilisée pour accompagner les efforts de reconstruction et de relèvement de l'Ukraine, notamment par un appui crucial visant à renforcer la résilience des infrastructures énergétiques du pays. Dans l'immédiat, nous nous concentrons sur le plan d'intervention hivernal. Toutefois, sans les ressources requises, les plus vulnérables ne bénéficieront pas d'une protection suffisante.

Un accès humanitaire sans entrave est essentiel pour atteindre quelque 1,5 million de personnes dans les régions ukrainiennes occupées par la Fédération de Russie. Ces zones restent hors de notre portée.

Dans le même temps, le contexte opérationnel des acteurs humanitaires est devenu plus dangereux. Depuis le début de l'année, au moins neuf travailleurs humanitaires ont été tués dans l'exercice de leurs fonctions et plus de 35 autres ont été blessés. C'est inacceptable.

En dépit des vives inquiétudes de la communauté internationale, le risque d'accident nucléaire reste très concret, d'autant que des activités militaires continuent d'être signalées à proximité de Zaporizhzhia, plus grande centrale nucléaire d'Europe, et d'autres sites sensibles dans la zone de conflit. Les conséquences d'un tel événement seraient catastrophiques et nous devrions tous frémir à cette perspective. Il est impératif que toutes les parties agissent de manière responsable et garantissent la sûreté et la sécurité nucléaires.

Fait alarmant, des milliers de soldats de la République populaire démocratique de Corée auraient été

déployés récemment dans la zone de conflit pour prendre part aux combats. Cela ne ferait que jeter de l'huile sur le feu et accentuerait encore la gravité et la dimension internationale de ce conflit explosif.

Il ne fait guère de doute que cette guerre au cœur de l'Europe a des implications mondiales. Elle porte atteinte à la stabilité régionale et envenime les divisions géopolitiques. Elle doit cesser.

Pour inverser la dangereuse trajectoire qui s'est engagée, des efforts diplomatiques concertés et une volonté politique sont indispensables. Il est grand temps d'instaurer une paix juste, fondée sur la Charte des Nations Unies, le droit international et les résolutions de l'Assemblée générale.

Nous sommes prêts à user de nos bons offices et à mettre à disposition les outils et l'expérience de l'ONU pour appuyer tous les efforts concrets en faveur d'une paix juste, durable et globale.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M^{me} DiCarlo de son exposé au nom du Secrétaire général.

Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de Ministre des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Je remercie à nouveau M^{me} DiCarlo de son exposé au nom du Secrétaire général, et M. Andrii Sybiha de sa présence parmi nous cet après-midi.

L'invasion à grande échelle lancée par Poutine dure depuis 1 000 jours et, au Conseil de sécurité, le Royaume-Uni fait en sorte que l'attention sur l'Ukraine ne se relâche pas, non seulement pour la sécurité du peuple ukrainien ou celle de l'Europe, mais pour quelque chose de beaucoup plus fondamental, dont tous les Membres de l'ONU devraient se soucier : le droit d'être un pays indépendant et souverain, libre de choisir son avenir, de protéger ses frontières et de résister à l'agression.

Du fait de la crise climatique, tous les membres du Conseil connaissent probablement le concept de point de bascule, c'est-à-dire le seuil critique à partir duquel un changement devient irréversible. Il s'applique en géopolitique autant qu'en science. Et à moins que Poutine n'échoue, il me semble que nous sommes face à un point de bascule en Ukraine. À moins que Poutine n'échoue, nous pourrions être plongés dans un monde où les principes consacrés dans la Charte des Nations Unies auront perdu tout leur sens. À moins que Poutine n'échoue, d'autres auront la tentation de livrer des guerres de conquête

impérialistes. À moins que Poutine n'échoue, notre foi dans le droit international pourrait ne jamais renaître. À moins que Poutine n'échoue, toutes nos frontières seront moins sûres.

Si quiconque avait des doutes sur les intentions de Poutine, l'attaque massive de missiles menée ce week-end contre l'Ukraine et ses infrastructures énergétiques a certainement dû les dissiper. Poutine veut plonger l'Ukraine dans l'obscurité.

Depuis des années, le Kremlin tente, à grand renfort d'intimidation, de faire courber l'échine à l'Ukraine. Les missiles russes ont frappé aussi bien des hôpitaux que des navires céréaliers destinés à l'Afrique. Les soldats russes ont violé et torturé des prisonniers ukrainiens. La police russe a enlevé des enfants ukrainiens pour qu'ils soient endoctrinés en Russie.

Tel un flambeur désespéré, Poutine a tout misé sur cette guerre illégale. Poutine a perdu tellement de soldats que, 1000 jours après le début d'une guerre qu'il pensait gagner en quelques jours, il demande désormais des renforts à la Corée du Nord et des missiles balistiques à l'Iran. Ces actions doivent se voir opposer une riposte ferme. C'est pourquoi j'annonce aujourd'hui une nouvelle salve de sanctions contre Iran Air et la compagnie Islamic Republic of Iran Shipping Lines, en réaction directe aux livraisons, par l'Iran, de missiles balistiques à la Russie.

Nous appliquons tout le poids de nos sanctions pour entraver les actions illégales engagées par le Kremlin, via sa flotte fantôme de pétroliers, les fournisseurs de sa machine de guerre, les kleptocrates véreux ou les mercenaires qui déstabilisent le continent africain. Et pour que l'Ukraine se retrouve en position de force, nous rehaussons notre appui, avec un nouveau prêt garanti par les profits issus des actifs russes sanctionnés, octroyé par le Groupe des Sept dans le cadre d'un nouveau programme d'aide de 50 milliards de dollars, et en allouant 3 milliards de livres sterling en aide militaire, aussi longtemps qu'il le faudra.

Je veux être parfaitement clair : il n'y a aucune équivalence, aucune comparaison, aucun parallèle à établir entre les États irresponsables qui soutiennent l'agression illégale de la Russie et ceux qui se tiennent aux côtés de l'Ukraine tandis qu'elle défend sa souveraineté.

Le Kremlin veut plonger l'Ukraine dans l'obscurité, mais nous devons défendre la lumière de sa liberté. L'Ukraine et ses partenaires veulent la paix, conformément à la Charte des Nations Unies, et c'est ce qui nous réunit aujourd'hui. Mais nous savons que Poutine ne

répond qu'à la force. Pour obtenir une paix et une sécurité durables, nous devons être aussi forts, aussi unis, aussi patients et aussi déterminés que le peuple ukrainien.

Mon message à Vladimir Poutine est donc simple : nous ne cesserons jamais de nous opposer à l'agression russe à chaque instant. Mille jours plus tard, nous défendons toujours l'Ukraine. Mille jours plus tard, nous défendons toujours l'ordre international. Mille jours plus tard, nous défendons toujours les principes qui ont présidé à la création de l'ONU. Mille jours plus tard, nous sommes tout aussi prêts à nous opposer à son agression que le jour où il a déclenché cette guerre insensée.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil de sécurité.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

Je donne la parole au Chef du Département fédéral des affaires étrangères de la Confédération suisse.

M. Cassis (Suisse) : Je remercie la Secrétaire générale adjointe Rosemary DiCarlo pour son intervention. Je souhaite également la bienvenue à notre collègue ukrainien, le Ministre des affaires étrangères Andrii Sybiha. Alors que nous commémorons le millième jour de la guerre, les mots nous manquent face aux souffrances de son pays. À travers lui, j'adresse mes pensées au peuple ukrainien.

Depuis 1000 jours, plus de 10 000 civils ont été tués et plus de 20 000 blessés, sans oublier les immenses pertes parmi les soldats. Derrière ces chiffres sans âme se cachent des hommes, des femmes et des enfants : un drame. Nous sommes profondément préoccupés par les attaques massives contre les infrastructures énergétiques des derniers jours, un danger majeur pour la population civile à l'approche de l'hiver. La Suisse appelle, encore et encore, au respect du droit international et du droit international humanitaire.

Depuis 1000 jours, tous ces appels à la paix sont restés vains. Cette guerre est un facteur de déstabilisation internationale majeur : déstabilisation sur le plan de la sécurité internationale, avec la menace nucléaire, déstabilisation sur les plans de la sécurité alimentaire et de l'approvisionnement énergétique, déstabilisation du respect des droits fondamentaux et, enfin, déstabilisation du multilatéralisme. Le risque d'extension de cette guerre est alarmant : je me réfère ici aux rapports faisant état de la présence militaire de la République populaire démocratique de Corée en Russie. Ces derniers développements

sur le champ de bataille mettent en lumière toute l'insoutenable de cette guerre pour nous tous.

Il est temps que la Russie mette fin à sa guerre contre l'Ukraine, lancée en violation de la Charte des Nations Unies. Après 1 000 jours de guerre, les armes doivent se taire. Il est temps de trouver une solution diplomatique. La souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues doivent être respectées.

Il y a cinq mois, nous étions réunis en Suisse, au Bürgenstock, pour parler pour la première fois au plus haut niveau de paix en Ukraine. Depuis, nous avons poursuivi ces efforts sans relâche et nous continuerons à le faire jusqu'à une solution diplomatique. Faire la paix demande du courage. Je l'ai rappelé devant le Conseil de sécurité en septembre dernier (voir S/PV.9731). Faire la paix demande aussi de l'énergie : l'énergie de poursuivre la voie diplomatique, malgré la fatigue et la frustration, en particulier des hommes et des femmes sur place, aux portes d'un troisième hiver de guerre. Il faut avoir le courage d'impliquer toutes les parties dans ce dialogue, y compris la Russie. Il faut avoir l'énergie d'appeler, encore et encore, à l'application de la Charte des Nations Unies, ainsi qu'au respect des Conventions de Genève, et l'énergie d'être à la hauteur de notre humanité.

La Suisse soutiendra toutes les initiatives et tous les efforts de paix fondés sur les principes consacrés par la Charte des Nations Unies. Conscients des enseignements de notre histoire commune, nous sommes prêts à assumer nos responsabilités pour le peuple ukrainien, certainement, mais aussi pour notre continent européen et pour le monde entier. Nous aspirons tous et toutes à la paix et à la stabilité.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la Représentante permanente des États-Unis d'Amérique et membre du Cabinet du Président Biden.

M^{me} Thomas-Greenfield (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Ministre des affaires étrangères Lammy, de nous avoir réunis et de présider cette importante séance. Je sais gré à la Secrétaire générale adjointe, M^{me} DiCarlo, d'avoir partagé avec nous la déclaration du Secrétaire général et de nous avoir présenté un exposé qui donne à réfléchir. Je salue la participation du Ministre ukrainien des affaires étrangères à la présente séance.

Il y a 1 000 jours, le 24 février 2022, la Russie a lancé son invasion barbare, non provoquée et à grande

échelle de l'Ukraine. Le Président Poutine pensait que la victoire serait rapide et que les Ukrainiens s'inclineraient et agiteraient le drapeau blanc de la défaite, et pourtant l'armée russe n'a réussi ni à conquérir l'Ukraine, ni à mettre fin à son existence en tant que pays indépendant, ni à l'absorber au sein de la Russie. N'ayant pas pu briser l'armée ukrainienne, Poutine a redoublé d'efforts pour briser le peuple ukrainien, tuant des dizaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants ukrainiens, déracinant des millions de familles de leurs foyers, bombardant des milliers d'écoles et d'hôpitaux, des infrastructures énergétiques et des installations de stockage de produits alimentaires, et enlevant des milliers d'enfants ukrainiens pour les transférer en Russie. Pourtant, depuis 1 000 jours, le peuple ukrainien n'a ni rompu, ni plié.

Bien que ce jour marque une date importante, rien ne distingue particulièrement cette sombre occasion. L'hiver approche et les attaques incessantes de la Russie ont détruit les infrastructures critiques, privant des millions de foyers de lumière, de chauffage et d'eau. La saisie et la militarisation par la Russie de la centrale nucléaire de Zaporizhzhia placent toute l'Europe au bord de la catastrophe nucléaire. Chaque jour, les familles ukrainiennes vivent dans la crainte des crimes de guerre russes. Jusqu'à présent, les soldats russes ont commis quelque 147 000 crimes de guerre. Chaque nuit, les familles ukrainiennes vivent dans la crainte des frappes aériennes russes, qui continuent de s'abattre sur le pays. Il est clair que la Russie ne fait aucun cas de la vie des Ukrainiens, mais il est tout aussi clair qu'elle ne fait pas non plus cas de la vie des Russes.

Ce matin, les membres du Conseil de sécurité ont été témoins du veto opposé par la Russie à un projet de résolution sur le Soudan qui aurait facilité l'aide humanitaire (voir S/PV.9786). Ils ont par ailleurs entendu la Russie déclarer son soutien au peuple palestinien (voir S/PV.9787). Ils savent cependant, tout comme moi, qu'il s'agit au mieux d'hypocrisie et au pire de mensonges.

Des centaines de milliers de Russes ont perdu la vie dans cette guerre cruelle et impitoyable, et 1 000 jours après son déclenchement, le carnage ne fait que s'intensifier. La Russie enregistre plus de 1 200 pertes par jour, soit plus que jamais pendant la guerre. C'est pourquoi, dans un élan de désespoir, le Kremlin s'est tourné vers la République populaire démocratique de Corée, pour lui demander d'abord des armes et, maintenant, des soldats. Au moins 10 000 soldats envoyés d'abord dans l'est de la Russie et maintenant dans la région de Koursk, à l'extrême ouest, à la frontière avec l'Ukraine, ont commencé

à combattre aux côtés des forces russes. Il s'agit d'une initiative sans précédent dans l'histoire moderne : cela fait plus de 100 ans que la Russie n'a pas accueilli de soldats étrangers sur son sol. Il s'agit également d'une violation flagrante des résolutions 1718 (2006), 1874 (2009) et 2270 (2016) que la Russie a approuvées il y a seulement quelques années. La République populaire démocratique de Corée n'est pas le seul pays auquel la Russie a demandé de l'aide. Poutine s'est aussi procuré des centaines de drones auprès de l'Iran, en violation flagrante de la résolution 2231 (2015). Par ailleurs, la Russie n'a pas respecté ses obligations au titre de la Convention sur les armes chimiques et a déclaré publiquement qu'elle fournirait des armes capturées à des acteurs non étatiques, y compris à des États soutenant le terrorisme.

Ce sont là les méthodes d'un État voyou. C'est pourquoi, plutôt que d'essayer de justifier l'injustifiable, la Russie se contente de mentir. Il y a 1 001 jours, le représentant de la Russie nous a dit en nous regardant dans les yeux qu'il n'y aurait pas d'invasion. Alors que le monde regardait en direct les images des forces et des chars russes pénétrant sur le territoire ukrainien et des missiles russes pleuvant sur Kyïv, il a continué à insister au Conseil qu'il n'y avait rien à voir. Les mensonges ont continué. On nous a dit qu'aucun Nord-Coréen n'avait été déployé en Russie. Aujourd'hui, des Nord-Coréens se battent sur les lignes de front russes, sous le commandement de l'armée russe.

Pendant tout ce temps, le Conseil a été inondé d'insultes et d'accusations sans fondement contre les dirigeants démocratiquement élus de l'Ukraine, ainsi que d'arguments fallacieux sur le fait que le droit souverain de l'Ukraine de choisir sa voie et ses partenaires menace d'une façon ou d'une autre les prétendus intérêts légitimes de la Russie ou ses préoccupations légitimes en matière de sécurité. Bien entendu, la Charte des Nations Unies est très claire. Les « préoccupations de sécurité » d'un pays, qu'elles soient légitimes ou non, ne lui donnent en aucun cas le droit de dicter la politique d'un autre pays, et encore moins de l'envahir et d'annexer son territoire.

Tout cela tient au fait que Poutine n'a tout simplement jamais accepté que l'Ukraine, un État Membre de l'ONU, ait les mêmes droits à la souveraineté, à l'indépendance politique et à l'intégrité territoriale. Il a même déclaré à plusieurs reprises que l'Ukraine n'était même pas un État. C'est peut-être la raison pour laquelle Poutine a tant sous-estimé la détermination du peuple ukrainien, et la bravoure et l'efficacité avec lesquelles il défend sa patrie, son gouvernement démocratiquement élu, sa culture et son mode de vie depuis 1 000 jours.

Alors que les Ukrainiens poursuivent leur lutte contre l'invasion impérialiste et la loi du plus fort, les États-Unis sont à leurs côtés. Et soyons clairs : lorsque cette guerre prendra fin, une Ukraine souveraine, indépendante et démocratique contrôlera son territoire internationalement reconnu et poursuivra son chemin vers l'adhésion aux institutions euro-atlantiques, telles que l'OTAN.

D'ici là, et conformément aux instructions du Président, les États-Unis continueront à fournir une aide à la sécurité à l'Ukraine, y compris de l'artillerie, des moyens de défense aérienne, des véhicules blindés et d'autres capacités et munitions nécessaires. Nous annoncerons également une aide supplémentaire à la sécurité de l'Ukraine dans les jours à venir, car, en dernière analyse, le soutien à l'Ukraine, au Congrès et au-delà, ne peut et ne doit en aucun cas être une question partisane. La défense de la démocratie et des droits humains est au-dessus de la politique politicienne et survit à n'importe quel dirigeant ou mandat.

On parle beaucoup de la paix en Ukraine. Les membres du Conseil doivent me croire, nous n'aimerions rien de plus que de voir le peuple ukrainien vivre dans la sûreté et la sécurité qu'il mérite tant. Mais une paix qui n'est pas juste n'est pas une paix, une paix qui n'est pas durable n'est pas une paix, et une paix qui n'est pas dirigée par les Ukrainiens n'est pas une paix. J'appelle donc tous les États Membres de l'ONU à appuyer le plan de l'Ukraine pour une paix juste et durable, une paix qui respecte pleinement la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine et qui oblige la Russie à répondre de ses crimes et de ses violations de la Charte des Nations Unies. J'appelle une nouvelle fois un autre membre permanent du Conseil, la Chine, à cesser d'attiser la guerre sur le continent européen, à cesser de soutenir l'effort de guerre de la Russie, à cesser de fournir à la Russie des biens à double usage et à cesser de répéter les discours russes pour justifier cette guerre, car il n'y a aucune justification.

Surtout, j'appelle la Russie à mettre fin à son agression contre l'Ukraine, et ce dès à présent ; à cesser de soutenir des pays comme l'Iran et la République populaire démocratique de Corée, soutien qui alimente l'instabilité non seulement en Europe, mais partout, du Moyen-Orient à la région Indopacifique ; à cesser de porter atteinte à la sécurité alimentaire dans le monde, et en particulier au Sahel, où la subsistance de millions de personnes affamées dépend de l'Initiative de la mer Noire ; et à mettre fin aux souffrances inutiles des peuples ukrainien et russe, qui subissent l'inimaginable depuis un millier de jours.

Ne laissons pas cette misère, cette folie, se poursuivre. Pas un jour de plus.

M. Fujii (Japon) (*parle en anglais*) : Je remercie le Secrétaire Lammy d'avoir organisé la présente séance. Je remercie également la Secrétaire générale adjointe DiCarlo de son exposé détaillé.

Cela fait 1 000 jours que la Russie a commencé son agression contre la nation souveraine de l'Ukraine. Au peuple ukrainien, qui défend son pays depuis ces 1 000 jours, nous exprimons notre plus profond respect et notre solidarité inébranlable. Samedi dernier, le Ministre des affaires étrangères Iwaya s'est rendu en Ukraine et a fait part directement au Ministre Sybiha de l'intention du Japon de coopérer avec l'Ukraine pour parvenir à une paix juste et durable dans le pays, déclarant également que notre engagement inébranlable aux côtés de l'Ukraine restait inchangé.

Nous sommes consternés par le déluge de missiles qui s'est abattu sur toute l'Ukraine au cours de la semaine écoulée et qui a fait des victimes parmi des civils innocents. Nous continuerons à condamner avec la plus grande fermeté l'agression illégale de la Russie, qui a provoqué des violations inimaginables des droits humains et des atteintes à ces droits sur le territoire ukrainien, en plus des attaques cruelles qui se poursuivent et détruisent des infrastructures civiles critiques.

Nous le répétons : la Russie doit immédiatement cesser son agression, se retirer de l'Ukraine et respecter l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale du pays à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues.

La Russie poursuit son agression contre l'Ukraine en utilisant non seulement son propre arsenal, mais aussi des armes fournies par la Corée du Nord, en violation des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, que la Russie avait elle-même approuvées. Les preuves sont claires et aucun subterfuge ne devrait être toléré ici au Conseil.

La situation prend aujourd'hui une nouvelle dimension puisque des soldats nord-coréens ont été envoyés en Russie et qu'ils participent maintenant aux combats contre l'Ukraine. Cette implication dans la guerre d'agression non provoquée de la Russie contre l'Ukraine constitue une violation flagrante du droit international, notamment de la Charte des Nations Unies. L'appui direct de la Corée du Nord à la Russie à cet égard risque d'avoir des conséquences graves pour la paix et la sécurité de l'Europe et de la région Indopacifique. Aujourd'hui, c'est l'Ukraine, et,

demain, peut-être, l'Asie de l'Est. Nous condamnons avec la plus grande fermeté cette coopération militaire illégale, injustifiée et inacceptable entre la Russie et la Corée du Nord. Nous réaffirmons également notre profonde inquiétude quant à la coopération militaire entre l'Iran et la Russie. La communauté internationale doit s'abstenir de soutenir l'agression de la Russie, directement ou indirectement.

L'importance de la diplomatie et du dialogue pour la paix est indéniable. Cependant, il devrait être on ne peut plus clair que ce n'est pas l'Ukraine qui mène cette guerre. L'Ukraine a été contrainte de se battre pour se défendre. C'est la Russie qui a lancé une guerre d'agression non provoquée. Une fois que la Russie mettra fin à son agression et se retirera jusqu'à la frontière internationalement reconnue, la guerre prendra fin immédiatement. Ce qu'il faut maintenant, ce n'est pas un appel à la paix qui porte atteinte à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine, ni une demande faite aux deux parties de réduire les tensions, ce qui ne récompense que l'agresseur. La question est de savoir s'il faut respecter ou non les principes inscrits dans la Charte des Nations Unies. On voit très clairement qui viole la Charte. Nous devons défendre l'ordre international fondé sur l'état de droit et ne jamais tolérer les violations du droit international. Le Japon poursuivra ses efforts diplomatiques, en collaboration avec l'Ukraine et la communauté internationale, pour parvenir à une paix globale, juste et durable en Ukraine, fondée sur les buts et principes consacrés par la Charte.

Le Japon est déterminé à poursuivre ses efforts à long terme pour reconstruire la vie du peuple ukrainien et du pays tout entier. Nous avons déjà annoncé plus de 12 milliards de dollars pour soutenir l'Ukraine dans les domaines de l'aide humanitaire, du relèvement, de la reconstruction et du financement, des mesures qui sont déjà en train d'être mises en œuvre. Nous continuerons d'apporter notre soutien, notamment dans les domaines de l'approvisionnement en énergie et du déminage.

Pour terminer, nous soulignons que toute tentative unilatérale de modifier le statu quo par la force est inacceptable, où que ce soit dans le monde. Le Japon se tient fermement aux côtés de l'Ukraine jusqu'à ce que la paix et la justice prévalent.

M. Štucin (Slovénie) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir organisé la présente séance. Je remercie également la Secrétaire générale adjointe DiCarlo de l'exposé qu'elle a présenté au nom du Secrétaire général. Je me félicite par ailleurs

vivement de la participation à la présente séance de M. Sybiha, Ministre des affaires étrangères de l'Ukraine.

Demain, nous marquerons 1 000 jours de guerre en Ukraine : 1 000 jours caractérisés par la mort, la destruction et le déplacement, mais aussi 1 000 jours d'inaction de la part du Conseil de sécurité. Je reviens tout juste de Kyïv : j'ai été impressionné par la persévérance et la détermination de l'Ukraine, mais je suis aussi extrêmement perturbé par la situation désastreuse à laquelle la population civile est confrontée, alors que le pays entre dans le troisième hiver de cette guerre d'agression.

S'agissant du bilan humain seulement, ces 1 000 jours ont été catastrophiques. La semaine dernière, je me suis rendu à Bucha, l'un des nombreux sites où des charniers ont été découverts au cours des premiers mois de la guerre en Ukraine. Dans l'un de ces sites, 508 Ukrainiens sont enterrés. Et le bain de sang continue. On estime que, durant le premier semestre de cette année, il y a eu trois fois plus de morts que de naissances en Ukraine. Le nombre de victimes civiles n'a jamais été aussi élevé au cours de ces deux dernières années.

Cette sombre situation est sur le point de se dégrader plus encore, alors que les Ukrainiens se préparent à l'hiver. Hier encore, la Russie a lancé sa plus grande attaque aérienne contre l'Ukraine depuis des mois, frappant les infrastructures énergétiques du pays avec plus de 200 drones et missiles. Les attaques constantes et délibérées contre les infrastructures énergétiques ne sont pas seulement une tactique militaire. Il s'agit avant tout d'attaques contre les civils visant à leur couper l'électricité et le chauffage et à leur briser le moral. Ces attaques constituent une violation inacceptable du droit international humanitaire.

Cela fait 1 000 jours que nous parlons des victimes de cette guerre et, à chaque fois, nos débats ont été suivis par le silence et l'impunité. Chaque jour d'inaction du Conseil a diminué l'intégrité du droit international, y compris de la Charte. Les enjeux de cette guerre sont considérables. Il est plus important que jamais que les membres du Conseil condamnent cette agression, que nous exigions le respect du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme et que nous fassions clairement comprendre aux auteurs de crimes de guerre qu'ils ne resteront pas impunis et qu'ils devront répondre de leurs actes.

Un seul jour de guerre est un jour de trop. Il n'y a pas de mots pour décrire le supplice que constituent 1 000 jours de guerre. Nous avons besoin d'une paix

juste et durable dès que possible, une paix qui ne sera pas instaurée au détriment des principes fondamentaux du droit international, et une paix qui sera basée sur la Charte des Nations Unies et les principes clefs qui y sont inscrits, tout en préservant la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues. L'Ukraine, en tant que pays attaqué, doit bien entendu donner son accord à tout plan de paix. C'est le seul moyen d'arrêter cette guerre. Et cette guerre doit cesser. En attendant, la Slovénie soutiendra l'Ukraine à chaque instant.

M. Koudri (Algérie) (*parle en arabe*) : À l'entame de mon propos, je tiens à remercier M^{me} Rosemary DiCarlo de son exposé utile.

Nous nous réunissons aujourd'hui alors que la situation en Ukraine demeure extrêmement préoccupante. La guerre continue de coûter la vie à des innocents. Elle a entraîné le déplacement d'un grand nombre de civils, qui sont à la recherche d'un refuge sûr. L'affrontement entre l'Ukraine et la Russie provoque une tragédie humanitaire. Cette guerre prolongée continue de causer d'importants dégâts matériels et des destructions massives d'infrastructures. Il est vraiment inquiétant que nous nous soyons presque habitués à cette situation inévitable, étant donné l'absence de changement sur le terrain, et ce, malgré les nombreuses initiatives individuelles et internationales visant à rapprocher les positions et les vues. Les parties concernées ont choisi la logique de l'escalade, de l'affrontement et de la polarisation. Or, cette logique ne permettra pas d'apaiser les tensions, comme l'Algérie l'a déjà signalé à maintes reprises. Mon pays continue d'appeler à la poursuite des efforts visant à privilégier le dialogue à l'affrontement et à la guerre, car nous sommes convaincus qu'un dialogue pacifique est le seul moyen de trouver une solution. Ce dialogue doit se fonder sur les trois points essentiels suivants.

Premièrement, il faut mettre fin aux hostilités et protéger les civils. Deuxièmement, il faut respecter les buts et les principes inscrits dans la Charte des Nations Unies, ainsi que les règles du droit international, dont nous acceptons la primauté et la justesse. Troisièmement, il faut s'attaquer aux causes profondes du conflit d'une manière qui tienne compte des préoccupations de toutes les parties en matière de sécurité.

Il est impératif d'œuvrer de concert pour garantir une solution durable au conflit, dont les répercussions ne se limitent plus à la région, mais se sont étendues et touchent désormais le monde entier, en particulier les pays en développement.

C'est pourquoi l'Algérie demeure disposée à participer de manière constructive aux efforts visant à établir une base solide pour faciliter le dialogue entre les parties, dans le but de renforcer les consultations à tous les niveaux et avec toutes les parties, et d'appuyer les efforts déployés en vue d'instaurer une paix juste et durable. L'Algérie reste prête à apporter l'appui nécessaire pour privilégier le langage de la paix et rétablir la sécurité dans la région.

M. Sowa (Sierra Leone) (*parle en anglais*) : Je remercie M^{me} Rosemary DiCarlo de son exposé. Je salue la participation de plusieurs ministres, dont S. E. M. Andrii Sybiha, Ministre des affaires étrangères de l'Ukraine, à la présente séance.

La Sierra Leone reste vivement préoccupée par l'aggravation de l'insécurité et la détérioration de la situation humanitaire en Ukraine, qui se poursuivent depuis 1 000 jours. Ces derniers mois, le conflit s'est considérablement aggravé et le champ de bataille s'est étendu, en raison de l'intensification des opérations offensives menées tant par l'Ukraine que par la Fédération de Russie.

Dans le contexte du conflit brutal qui dure depuis près de deux ans et neuf mois, la Sierra Leone prend acte avec regret de l'escalade récente caractérisée par des attaques de drones intensives et à grande échelle contre l'Ukraine, ainsi que des informations faisant état de la levée des restrictions sur l'emploi de missiles à longue portée pour frapper des cibles à l'intérieur du territoire russe. Cela fait suite à de récents rapports émanant de services de renseignement et de sources publiques, selon lesquels des soldats de la République populaire démocratique de Corée participeraient actuellement aux combats dans la région de Koursk, en Fédération de Russie. Les faits rapportés, s'ils sont confirmés, marquent une dangereuse escalade du conflit et pourraient en étendre considérablement la portée, ce qui entraînerait des risques graves et aurait des effets déstabilisateurs de plus grande ampleur sur la paix et la sécurité régionales et internationales. L'incapacité du Conseil de sécurité à agir met davantage à mal sa crédibilité et sa fiabilité en ce qui concerne le maintien de la paix et de la sécurité internationales et la lutte contre les menaces qui pèsent sur elles.

Au vu des conséquences dévastatrices regrettables du conflit, nous ne pouvons que rappeler l'évolution inquiétante du nombre de victimes civiles observée rien que ces quatre derniers mois. S'appuyant sur le rapport du 9 août de la mission de surveillance des droits de l'homme en Ukraine, la Sierra Leone constate une augmentation très préoccupante du nombre de victimes civiles depuis mars de cette année. Le mois de juillet a été le plus meurtrier,

avec au moins 219 civils tués et 1 018 blessés. Le nombre de victimes civiles recensées en août, en particulier en Ukraine, est tout aussi préoccupant : au moins 184 civils ont été tués et 856 autres blessés. Selon les rapports du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) et du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, l'intensification des hostilités et des attaques en septembre a de nouveau entraîné un nombre alarmant de victimes civiles, soit au moins 208 morts et 1 220 blessés.

Nous prenons note des informations en provenance d'Ukraine qui font état d'attaques multiples menées au mois d'octobre contre des civils et des infrastructures vitales, telles que des zones résidentielles, des marchés, des chemins de fer et des installations de stockage de céréales, au moyen de bombes aériennes téléguidées, de drones de combat et de missiles. En outre, les attaques auraient continué à prendre pour cible et à endommager de nombreuses installations civiles dans toute l'Ukraine, notamment des installations électriques et gazières, malgré l'arrivée imminente de l'hiver. Nous notons que pour répondre aux besoins spécifiques à l'hiver, la communauté humanitaire a lancé le plan d'intervention hivernal 2024-2025, dans le cadre duquel 492,1 millions de dollars sont nécessaires pour apporter à 1,8 million de personnes une assistance humanitaire critique pendant cette période, comme indiqué dans le plan de réponse aux besoins humanitaires 2024. Le plan vise à appuyer les efforts de préparation et d'intervention en temps voulu, et la Sierra Leone appelle la communauté internationale à lui apporter son appui.

Nous avons déjà dit ici dans la salle du Conseil : les attaques délibérées contre des zones résidentielles ou civiles, des infrastructures civiles et des services essentiels, tels que les hôpitaux, les écoles, les installations d'approvisionnement en eau et en énergie, sont inacceptables et interdites par le droit international. Elles constituent une menace importante pour la sécurité et le bien-être des populations les plus vulnérables et protégées, et violent les principes fondamentaux de l'humanité et les principes du droit international humanitaire. La Sierra Leone déplore les attaques contre les civils, les infrastructures civiles vitales et les objets protégés. Nous appelons toutes les parties concernées à prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter de faire de nouvelles victimes civiles et de causer des dommages aux infrastructures critiques.

Outre les problèmes humanitaires croissants, l'OCHA a également indiqué que les interventions

humanitaires se heurtaient à des difficultés de plus en plus importantes, notamment des risques en matière de sécurité. Six travailleurs humanitaires ont été tués ou blessés au cours des seuls mois de juillet et d'août. Il a noté qu'au cours des neuf premiers mois de 2024, la communauté humanitaire avait apporté au moins une forme d'aide humanitaire à 7,2 millions des 8,5 millions de personnes ciblées, et ce, bien que l'appel humanitaire de 2024 en faveur de l'Ukraine ait réuni moins de la moitié des 3,11 milliards de dollars demandés. Des ressources supplémentaires sont absolument nécessaires pour garantir la fourniture d'une aide indispensable.

L'aggravation spectaculaire de la situation, le nombre alarmant de victimes civiles et les conséquences humanitaires dévastatrices du conflit pour les civils, y compris les personnes âgées, les femmes et les enfants en Ukraine, soulignent la nécessité urgente de mettre fin à la violence. Toutes les parties au conflit doivent donner la priorité à la protection des civils et s'abstenir d'envenimer encore la situation et de chercher à tout prix à gagner la guerre sur le champ de bataille. Le dialogue et la diplomatie doivent être les principaux outils utilisés pour ouvrir la voie à un règlement pacifique du conflit.

La Sierra Leone est vivement préoccupée par l'approche stratégique d'annexion de territoires qui semble avoir été adoptée, et nous saisissons cette occasion pour rappeler la déclaration instructive du Secrétaire général du 29 septembre 2022, dans laquelle il a rappelé que toute annexion du territoire d'un État par un autre État par la menace ou le recours à la force était une violation des principes consacrés par la Charte des Nations Unies et le droit international.

Nous rappelons également la résolution 2202 (2015), dans laquelle le Conseil de sécurité a réaffirmé son plein respect de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine. De la même manière, nous réaffirmons notre plein respect de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de la Fédération de Russie.

Je voudrais conclure en exhortant toutes les parties à donner la priorité à la protection des civils et des infrastructures critiques, y compris les hôpitaux, les écoles et les infrastructures énergétiques, afin de garantir la fourniture des services essentiels au bien-être et à la stabilité des civils. La paix ne se fait pas entre amis mais entre des parties en désaccord. La paix doit dès lors être recherchée activement et ne pas être laissée au hasard.

La Sierra Leone réitère son appel pour que des mesures conséquentes soient prises en vue d'une cessation immédiate des hostilités et pour que des efforts diplomatiques constructifs et inclusifs soient déployés afin de parvenir à un règlement juste et durable du conflit. Dans le cadre de ce processus important, nous appelons de nouveau à respecter pleinement la souveraineté, l'unité et l'intégrité territoriale de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues et à prendre en compte les préoccupations légitimes de toutes les parties afin de trouver une solution politique et diplomatique, comme le prévoit l'Article 33 de la Charte des Nations Unies. La communauté internationale, y compris le Conseil de sécurité, doit rester fermement déterminée à appuyer la recherche d'une paix juste et durable.

M. Geng Shuang (Chine) (*parle en chinois*) : Je remercie la Secrétaire générale adjointe DiCarlo de son exposé.

La crise ukrainienne dure depuis 1 000 jours. Le pays se trouve actuellement à la croisée des chemins et à un moment critique. D'une part, les combats sur le terrain se poursuivent, la crise humanitaire ne cesse de s'aggraver et les retombées s'intensifient. Les deux parties au conflit n'ont pas encore renoncé à leur obsession de remporter la victoire par la force et continuent de lancer des attaques à grande échelle, qui se sont multipliées ces derniers jours. D'autre part, les discussions de la communauté internationale sont de plus en plus axées sur un règlement pacifique, par le biais de négociations. De l'Asie et de l'Afrique à l'Europe et aux Amériques, du Sud et du Nord à l'Est et à l'Ouest, les peuples du monde aspirent de plus en plus à la paix et les appels à la paix se font de plus en plus pressants. Il y a de plus en plus de raisons qui poussent la communauté internationale à œuvrer en faveur de la paix.

En marge du débat général de l'Assemblée générale en septembre dernier, la Chine, le Brésil, l'Algérie et d'autres pays du Sud ont organisé une réunion ministérielle et lancé la création d'un groupe des amis de la paix sur la crise ukrainienne, appelant conjointement au respect des trois principes de non-extension du champ de bataille, de non-escalade des combats et d'absence de provocation de la part de l'une ou l'autre partie. Ils ont conjointement envoyé un message fort appelant à un cessez-le-feu rapide et à un règlement politique. L'histoire a prouvé à maintes reprises que les moyens militaires ne permettent pas d'instaurer une paix durable et que tous les conflits finissent par être réglés à la table des négociations. Nous appelons une fois de plus les parties au conflit à faire preuve de volonté politique, à entamer des pourparlers de paix dès

que possible et à faire des compromis en vue de mettre fin aux combats et de parvenir à un cessez-le-feu. Nous appelons une nouvelle fois la communauté internationale à apporter son appui, à créer des conditions propices à la réalisation de cet objectif et à renforcer conjointement les efforts de paix afin de créer des synergies pour promouvoir la paix par le biais de négociations.

La position de la Chine sur la question de l'Ukraine a toujours été cohérente, ferme et claire. Nous avons toujours été favorables à la paix et au dialogue. Depuis le début de la crise, la Chine a toujours soutenu que la souveraineté et l'intégrité territoriale de tous les pays devaient être respectées, que les buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies devaient être honorés, que les préoccupations légitimes de tous les pays en matière de sécurité devaient être prises au sérieux, et que tous les efforts visant à trouver un règlement pacifique à la crise devaient être soutenus. Nous avons déclaré haut et fort que le dialogue et les négociations sont la seule voie possible pour régler la crise ukrainienne. Nous avons maintenu la communication et les échanges avec la Russie, l'Ukraine et d'autres parties concernées, nous nous sommes engagés activement dans la diplomatie de la navette et nous n'avons pas ménagé nos efforts pour promouvoir la paix par le biais de négociations en vue de parvenir à un règlement politique. Dans le contexte actuel, la Chine est prête à renforcer la communication avec les parties concernées et à continuer de déployer des efforts inlassables et de jouer un rôle constructif pour promouvoir l'avènement d'une ère de paix et le règlement politique de la crise ukrainienne dans les plus brefs délais.

Dans la déclaration qu'elle vient de prononcer, la représentante des États-Unis a une fois de plus calomnié la Chine, rejetant la responsabilité sur notre pays, ce que nous condamnons catégoriquement. Lors de séances précédentes, j'ai répondu fermement à ces accusations. Je ne reviendrai pas sur ce point aujourd'hui. Je voudrais souligner brièvement que le déclenchement et le prolongement de la crise en Ukraine sont en grande partie attribuables aux États-Unis. La possibilité d'instaurer un cessez-le-feu et de parvenir à un règlement politique à l'avenir dépendra également, dans une large mesure, de l'attitude et des actions des États-Unis. Nous espérons que le comportement des États-Unis résistera à l'épreuve de l'histoire et au jugement des générations futures.

M. Afonso (Mozambique) (*parle en anglais*) : Nous remercions la Secrétaire générale adjointe Rosemary DiCarlo d'avoir, au nom du Secrétaire général,

prononcé une déclaration très importante sur la question de l'Ukraine.

Alors que le conflit fait rage, les appels au dialogue et à la diplomatie continuent d'être éclipsés par le battant incessant des tambours de la guerre. Ce conflit, qui oppose deux nations sœurs et voisines, a mis à trop rude épreuve notre architecture internationale de paix et de sécurité. Le conflit est désormais entré dans une longue phase d'usure et d'épuisement, et a infligé des souffrances inimaginables au peuple ukrainien, aggravé les divisions mondiales et ébranlé les fondements mêmes sur lesquels l'ONU a été bâtie. En outre, ce conflit a exacerbé les divisions entre les pays, érodé la confiance dans la coopération internationale et fait peser de graves risques sur un ordre mondial déjà fragile, avec notamment le spectre de la menace nucléaire.

Le bilan humanitaire a atteint des proportions catastrophiques en Ukraine. Cette situation a été aggravée par le mépris du droit international et du droit international humanitaire. Outre son bilan humain dévastateur, cette guerre a gravement perturbé l'approvisionnement mondial en nourriture et en énergie, déstabilisé les économies et mis à jour des vulnérabilités critiques dans un système de gouvernance internationale déjà injuste et inéquitable.

La crise entre l'Ukraine et la Russie constitue peut-être la plus grave menace pour la paix et la sécurité internationales au XXI^e siècle, dans un monde interconnecté où aucune nation n'est à l'abri des souffrances des autres. Cette crise a profondément bouleversé le paysage de la diplomatie mondiale. La résurgence de la mentalité et de la dynamique de la guerre froide, l'érosion de la confiance entre les grandes puissances et la dépendance croissante à l'égard des alliances militaires soulignent la gravité de notre situation commune. Nous constatons avec regret que cela contraste fortement avec l'esprit et la compréhension qui ont conduit à la fin de la guerre froide, dont nous avons été témoins dans les années 90, il y a une trentaine d'années. Plus de leadership et d'aspirations fondés sur la paix, plus d'engagement en faveur de la notion commune de sécurité collective, plus de dialogue, plus de respect pour le caractère sacré des traités et moins de dépendance à l'égard des doctrines militaires modernes auraient permis d'aboutir à une issue différente et à un monde plus pacifique et moins dangereux, nous préservant de ce qu'un universitaire américain a appelé la montée et la chute de la paix sur Terre.

La position du Mozambique sur ce conflit repose sur son attachement indéfectible aux buts et principes

inscrits dans la Charte des Nations Unies et dans la Constitution de notre pays, qui accorde une importance primordiale à la paix et au règlement des différends par des moyens pacifiques. Nous préconisons le recours à la diplomatie et aux négociations, menées de bonne foi, pour régler les conflits. Elles ne doivent pas être interprétées comme un signe de faiblesse, mais plutôt comme les fondements de la paix. Notre humble expérience en tant que nation édiflée sur le socle de la lutte de libération nous a appris que, s'il faut du courage pour faire la guerre, il en faut encore plus pour faire la paix.

Il est profondément regrettable que malgré le grand nombre de séances, de débats et de séances d'information programmés ou non programmés, le Conseil reste paralysé, sans pouvoir surmonter ses divisions ni prendre de mesures énergiques dans l'intérêt de la paix et de la sécurité en Ukraine et dans le monde. Le Mozambique demande instamment aux membres du Conseil de sécurité et à toutes les parties concernées de privilégier l'unité et l'action collective en vue de parvenir à la paix, à la sécurité et à la stabilité. Nous nous joignons au reste de la communauté internationale pour demander l'arrêt immédiat du conflit sur la base des principes et des idéaux qui ont conduit à la création de l'ONU et qui nous rassemblent aujourd'hui dans cette salle.

M. Hwang (République de Corée) (*parle en anglais*) : Je remercie le Royaume-Uni d'avoir organisé cette importante séance. Je tiens à exprimer ma gratitude à la Secrétaire générale adjointe DiCarlo pour son exposé détaillé. Je salue aussi la participation du Ministre des affaires étrangères de l'Ukraine à la présente séance.

Alors que la guerre en Ukraine dure depuis près de 1 000 jours, il est tout simplement déplorable que les pertes en vies humaines, les déplacements massifs et la destruction des infrastructures critiques se poursuivent. La guerre ébranle également l'ordre international. En effet, l'agression d'un État souverain par son voisin, membre permanent du Conseil de sécurité, bafoue les principes fondamentaux énoncés dans la Charte des Nations Unies, à savoir l'égalité souveraine, l'intégrité territoriale et le non-recours à la force. En outre, nous constatons que le régime mondial de non-prolifération, qui repose sur le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, est en proie à une érosion qui le rend précaire. Depuis que la guerre a éclaté, la Russie, qui était à la tête des efforts mondiaux visant à établir le régime actuel de non-prolifération, a intensifié sa rhétorique nucléaire, suspendu le nouveau Traité de réduction des armements stratégiques et annulé sa ratification du Traité d'interdiction complète

des essais nucléaires. La guerre en cours représente également une violation flagrante du Mémorandum de Budapest, en vertu duquel l'Ukraine a accepté d'adhérer au Traité sur la non-prolifération en tant qu'État non doté d'armes nucléaires en échange de garanties de sécurité qui sont maintenant ignorées par un État signataire. La sécurité de la centrale nucléaire de Zaporizhzhia est également menacée. En outre, cette guerre injustifiable est menée de manière cruelle, des attaques gratuites étant perpétrées contre des zones résidentielles, des écoles et des hôpitaux, selon des rapports récents de l'ONU.

Alors que la guerre se poursuit, ses répercussions internationales s'étendent et prennent de l'ampleur. Des millions de réfugiés ont fui l'Ukraine pour se rendre en Europe. Les prix mondiaux des denrées alimentaires, des carburants et des engrais ont explosé, touchant particulièrement les pays du Sud. La Russie fait même appel à d'autres pays pour soutenir sa machine de guerre. Parmi les différents types d'aide extérieure fournie à la Russie, la forme la plus manifestement répréhensible de soutien à l'agression de la Russie contre l'Ukraine vient de la Corée du Nord. La République populaire démocratique de Corée aurait envoyé environ 20 000 conteneurs à la Russie depuis août 2023. Ces conteneurs géants pourraient avoir transporté jusqu'à 9,4 millions d'obus d'artillerie. Personne ne sait cependant combien d'autres munitions vont être envoyées par la République populaire démocratique de Corée. Parmi les quelque 200 usines de munitions que compte la Corée du Nord, celles qui produisent des armes destinées à la Russie tournent désormais à plein régime.

Il est clair que nous assistons aujourd'hui à une nouvelle escalade. Mon gouvernement a confirmé mercredi dernier que les troupes nord-coréennes envoyées en Russie avaient achevé leur déploiement sur le champ de bataille près de la région de Kursk, en Russie, et qu'elles participaient déjà à des opérations de combat. C'est la première fois depuis la guerre de Corée que la Corée du Nord participe à des combats en mobilisant des effectifs considérables, à savoir environ 11 000 soldats. La Russie et la République populaire démocratique de Corée ont signé un nouveau traité, baptisé traité sur le partenariat stratégique global, en juin, durant la visite de Poutine à Pyongyang. Cette décision fait suite à une interruption de 29 ans, depuis que la Russie a renoncé au traité d'assistance militaire mutuelle qu'elle avait conclu avec la Corée du Nord en 1961. Nous constatons un lien possible entre la ratification du nouveau traité et le fait que des soldats nord-coréens participent actuellement à des opérations de combat. Contrairement à ce que prétend la Russie, à savoir que leur coopération militaire ne devrait inquiéter

personne puisqu'elle n'est pas dirigée contre des pays tiers, cette coopération concerne tout le monde, car elle porte clairement atteinte à la souveraineté et à l'intégrité territoriale d'un État et a des retombées directes sur de nombreux autres pays, tant en Europe qu'en Asie du Nord-Est. Cela montre à quel point la sécurité de l'Europe est liée à celle de l'Asie de l'Est.

Ce qui est encore plus inquiétant, c'est que ce déploiement n'est peut-être qu'un début. Les membres seront peut-être surpris d'apprendre que la République populaire démocratique de Corée compte davantage de soldats – bien plus d'un million – que la Russie. La Corée du Nord est un État de garnison militarisé : les hommes sont contraints au service militaire pendant 10 ans et les femmes pendant sept ans. Leur service militaire obligatoire s'apparente davantage à de l'esclavage, comme le souligne le récent rapport de pays du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme sur le travail forcé en République populaire démocratique de Corée. Pyongyang n'a pas révélé à sa propre population qu'elle avait envoyé des troupes en Russie. La République populaire démocratique de Corée a même déplacé les membres des familles des soldats déployés dans des sites spéciaux pour les isoler et les empêcher de propager des rumeurs. Ces soldats reçoivent même de faux documents d'identité afin de pouvoir se faire passer pour des Russes. Cela ressemble davantage à une intervention de mercenaires qu'à l'intervention militaire normale d'un État.

Nous ne savons pas encore exactement quel type de paiement la République populaire démocratique de Corée reçoit de la part de la Russie, mais nous sommes certains que Kim Jong Un exploitera la position désespérée de Moscou pour obtenir tout ce que la Russie est prête à lui offrir, qu'il s'agisse de carburant et d'énergie ou de technologies militaires de pointe pour son programme nucléaire et de missiles balistiques. Face à toutes ces possibilités, la République de Corée réagira à cette coopération militaire illégale, qui menace sa sécurité nationale, et prendra les mesures qui s'imposent en fonction de l'évolution de la situation, aux côtés de ses partenaires.

Alors que la guerre dure depuis 1 000 jours, je voudrais apporter quelques éléments de réflexion, car la Corée a également connu une guerre longue et brutale. La guerre de Corée, qui a duré de 1950 à 1953, a fait encore plus de victimes pendant les négociations d'armistice que pendant la période de guerre qui les a précédées, car les deux camps se sont battus avec acharnement pour s'emparer de chaque pouce de terrain possible avant la signature de l'armistice. L'une des principales différences est que

le front dans la guerre de Corée pendant les négociations d'armistice était plus ou moins similaire au tracé de la frontière du *statu quo ante bellum*. En revanche, en Ukraine, entamer des négociations d'armistice maintenant signifierait faire face à un front complètement différent de ce qu'il était au début de la guerre. Rétrospectivement, grâce à l'aide cruciale des nations libres attachées à la Charte des Nations Unies, la République de Corée a pu survivre à la guerre de Corée et s'épanouit aujourd'hui dans la liberté et la prospérité. C'est pourquoi la République de Corée aide l'Ukraine à survivre à l'invasion, après quoi elle l'aidera à se relever, à se reconstruire et à prospérer. La République de Corée continuera d'appuyer tous les efforts internationaux visant à atteindre cet objectif et continuera d'apporter son soutien de principe à l'Ukraine par le biais de son initiative bilatérale de paix et de solidarité avec l'Ukraine.

M^{me} Frazier (Malte) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à vous remercier, Monsieur le Président, d'avoir organisé la séance d'information de haut niveau de ce jour. Je remercie également la Secrétaire générale adjointe DiCarlo de ses observations éclairantes, qui donnent à réfléchir. Je salue la participation du Ministre ukrainien des affaires étrangères à la présente séance.

Dans deux jours, nous marquerons le millième jour depuis que la Fédération de Russie a décidé de déclencher une guerre d'agression contre son voisin souverain, l'Ukraine, en violation de la Charte des Nations Unies. Alors que nous approchons de ce lugubre cap, Malte demeure pleinement convaincue que le Conseil de sécurité doit veiller à ce que le droit international soit respecté en toute circonstance.

Malheureusement, les agissements de la Russie sur le terrain et au Conseil constituent un affront direct aux principes et aux valeurs qui nous unissent. Les attaques incessantes contre les infrastructures civiles de l'Ukraine, en particulier les infrastructures énergétiques, qui ont des conséquences directes sur le développement socio-économique de l'Ukraine et sur les préparatifs pour les mois d'hiver à venir, doivent cesser. Le Conseil doit réitérer sans ambiguïté l'appel lancé à toutes les parties afin qu'elles respectent le droit international humanitaire et les principes de distinction et de proportionnalité. Malte continue également de demander qu'un accès total, sûr et sans entrave soit accordé à tous les travailleurs humanitaires actuellement à l'œuvre sur le terrain en Ukraine.

Pas plus tard que samedi dernier, la Fédération de Russie a lancé une attaque massive de missiles et de drones contre l'Ukraine, visant plusieurs cibles, en particulier les

infrastructures énergétiques. Des personnes ont été tuées ou blessées, et les centrales énergétiques du pays ont subi des dommages importants, ce qui a entraîné des pannes d'électricité et des restrictions dans tout le pays. Il s'agit de l'une des plus importantes attaques menées contre l'Ukraine au cours des derniers mois, avec l'intention manifeste d'épuiser la capacité de production d'énergie du pays à l'approche des mois d'hiver. À cette information se greffe l'intensité accrue des attaques de missiles et de drones, en recrudescence ces derniers mois. Les civils ukrainiens restent les principales victimes d'une guerre injustifiée et non provoquée.

Nous exprimons une fois de plus notre profonde inquiétude au sujet des transferts d'armes et de munitions de la République populaire démocratique de Corée et de l'Iran vers la Fédération de Russie. Ces transferts prolongent la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine et continuent d'exacerber la situation humanitaire dans le pays. Certains de ces transferts sont en violation des résolutions du Conseil de sécurité. En outre, le déploiement de soldats de la République populaire démocratique de Corée sur les lignes de front en Ukraine constitue une escalade dangereuse. La présence de soldats étrangers sur les lignes de front étend cette guerre. Elle met aussi directement en péril la paix et la sécurité européennes et mondiales. Nous appelons tous les États à cesser d'appuyer et de permettre cette guerre d'agression illégale.

Nous insistons sur la nécessité d'appliquer pleinement le principe de responsabilité pour tous les crimes commis par la Russie en Ukraine et réaffirmons notre appui aux travaux en cours de la Cour pénale internationale, de la Commission d'enquête internationale indépendante sur l'Ukraine et du Registre des dommages causés par l'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine. Nous réaffirmons également notre appui à la mise en place d'un tribunal spécial chargé de juger le crime d'agression contre l'Ukraine. Le Conseil ne peut pas perdre de vue cette guerre ni l'importance de s'employer à mettre en place les conditions propices à des négociations de paix. Nous devons nous concentrer sur l'instauration d'une paix globale, juste et durable en Ukraine, conformément à la Charte. Nous appuierons tous les efforts en ce sens, à condition que l'Ukraine soit associée à toutes les étapes du processus. Nous ne pourrions jamais accepter un monde dans lequel la force fait le droit et, par conséquent, nous appelons une nouvelle fois la Fédération de Russie à retirer immédiatement toutes ses forces des frontières internationalement reconnues de l'Ukraine. En attendant

ce jour, l'Ukraine a le droit de se défendre en vertu de l'Article 51 de la Charte.

M^{me} Rodrigues-Birkett (Guyana) (*parle en anglais*) : Je remercie de son exposé la Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix, M^{me} DiCarlo, et je salue la participation de S. E. M. Andrii Sybiha, Ministre ukrainien des affaires étrangères, à la présente séance.

Nous nous retrouvons aujourd'hui dans le cadre d'une nouvelle séance importante sur le conflit en Ukraine, cette fois à la veille du millième jour depuis le début de la guerre. Le Guyana est profondément préoccupé par le fait que chaque jour de guerre supplémentaire, des vies innocentes continuent d'être perdues. Nous sommes très inquiets des récentes escalades et demandons une nouvelle fois qu'il soit mis fin à la guerre par des moyens pacifiques. Nous exigeons également que les parties respectent les obligations qui leur incombent en vertu du droit international, y compris le droit international humanitaire, et veillent constamment à protéger les civils et les biens de caractère civil. La guerre fait payer un lourd tribut à la population civile, en particulier en Ukraine. Des millions d'Ukrainiens et d'Ukrainiennes ont été déplacés et contraints de vivre en tant que réfugiés dans des pays étrangers. Ceux qui ne peuvent pas fuir vivent dans la crainte constante de perdre la vie, leurs proches et leurs moyens de subsistance. Il est temps de mettre fin aux souffrances, à la mort et à la destruction infligées à des civils innocents depuis près de trois ans.

Dans son dernier rapport de situation sur la protection des civils en période de conflit armé, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a fait état d'au moins 183 civils tués et 903 blessés en Ukraine au mois d'octobre. Par ailleurs, le HCDH recense régulièrement les cas de détention arbitraire, de torture, d'exécution sommaire, de violence sexuelle, de transfert et de déportation d'enfants et de conscription forcée de personnes protégées. Le Conseil de sécurité a le devoir et la responsabilité de réagir à ce qu'il se passe. Nous devons continuer à exiger que les parties respectent leurs obligations juridiques et trouvent une issue pacifique à la guerre. Nous avons tout l'appareil de l'ONU à notre disposition, avec des experts éminemment qualifiés et compétents dans tous les domaines. Nous devons mettre le système au service de la paix.

Tandis que nous nous efforçons de trouver un moyen de mettre fin au conflit, les vies civiles doivent être protégées. Nous devons faire davantage pour nous mettre d'accord sur des mesures pratiques propres à réduire au

minimum les dommages causés aux civils. Nous nous félicitons de la contribution importante qu'apportent les organismes des Nations Unies et les organisations non gouvernementales internationales et locales pour répondre à la crise humanitaire en Ukraine. Nous espérons que ces efforts encourageants se poursuivront et demandons que des observateurs indépendants, notamment du HCDH, se voient accorder un accès régulier, sans entrave et confidentiel à toutes les personnes détenues. Nous demandons en outre que les victimes de la guerre continuent de bénéficier d'une assistance internationale, notamment un soutien médical, psychologique et juridique, l'accent étant mis en particulier sur les enfants et les personnes rescapées de violences sexuelles. Le Guyana se félicite de la dynamique qui se met en place dans diverses capitales pour promouvoir des initiatives de paix et veiller à ce que les enfants et les prisonniers de guerre rentrent chez eux en toute sécurité. Nous gardons l'espoir que ces initiatives produiront des résultats concrets.

Il ne fait aucun doute que cette guerre qui se prolonge entraîne des risques et des conséquences de plus en plus graves pour toutes les personnes concernées, ainsi que pour la paix et la sécurité internationales. Elle ne produit que souffrance et traumatisme pour des générations de citoyens ukrainiens et russes, sans parler de ses retombées régionales et internationales. Le Guyana appelle une nouvelle fois à la cessation immédiate des hostilités. Nous nous associons également à la communauté internationale pour réaffirmer les buts et principes consacrés par la Charte des Nations Unies et appeler au plein respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine. À cet égard, nous demandons une nouvelle fois le retrait complet des forces militaires russes du territoire de l'Ukraine. Enfin, nous exhortons les parties à s'engager dans un processus politique et diplomatique sérieux destiné à mettre fin au conflit, et l'ONU à rester mobilisée, sous la direction du Secrétaire général. Nous continuerons d'appuyer tous les efforts de paix.

M. de Rivière (France) : Je remercie M^{me} DiCarlo pour son exposé.

Demain, cela fera 1 000 jours que la Russie a déclenché contre l'Ukraine une guerre illégale, injustifiable et brutale, 1 000 jours que la Russie a choisi d'agresser un État souverain qui ne la menaçait pas pour en annexer des territoires, au mépris de la Charte des Nations Unies et de ses principes. Depuis 1 000 jours, la Russie mène cette guerre en accumulant les violations du droit international humanitaire et des droits de l'homme. Elle conduit des frappes délibérées contre les populations et

les biens civils de l'Ukraine, avec un bilan humain catastrophique qui ne cesse de s'alourdir. Elle continue à cibler les infrastructures énergétiques du pays, forçant le peuple ukrainien à affronter dans le froid un troisième hiver de guerre. Elle met en péril la sécurité alimentaire mondiale en frappant les infrastructures portuaires et céréalières, malgré les efforts de la France et de ses partenaires pour permettre l'envoi de céréales aux populations civiles, par exemple à Gaza. La Russie utilise les violences sexuelles comme arme de guerre, et ne recule pas devant les transferts forcés et les déportations d'enfants ukrainiens. Les responsables de ces crimes devront rendre des comptes.

Depuis 1 000 jours, la Russie s'obstine à poursuivre son agression, malgré le coût croissant de son effort de guerre. Pour cela, elle est prête à saper les fondements de l'architecture mondiale de non-prolifération, en se fournissant en armes, munitions et missiles balistiques auprès de l'Iran et de la Corée du Nord, en violation des résolutions du Conseil. La présence sur le territoire russe de soldats nord-coréens, et leur implication potentielle sur le front ukrainien, représentent une nouvelle violation flagrante du droit international et une grave escalade du conflit.

Depuis 1 000 jours, le peuple ukrainien se défend avec un courage admirable. Dès le premier jour de la guerre, la France a choisi de se tenir à ses côtés. Nous apportons à l'Ukraine le soutien militaire et humanitaire dont elle a besoin. Elle doit pouvoir lutter pour son indépendance et pour son intégrité territoriale. Elle doit être libre de choisir ses alliances et son destin. Le droit de l'Ukraine à la légitime défense inclut la possibilité de frapper toute cible militaire impliquée dans des opérations visant son territoire, conformément à l'Article 51 de la Charte. L'Ukraine doit être mise en situation de se défendre et d'engager, lorsqu'elle le décidera, des négociations en vue d'atteindre une paix juste et durable. Il ne saurait y avoir de paix viable si nous laissons l'agresseur imposer sa volonté par la force.

Le combat des Ukrainiens nous concerne tous. Cette guerre est une atteinte aux principes inscrits dans la Charte des Nations Unies, dont la souveraineté et l'intégrité territoriale. Elle déstabilise les fondements de l'ordre international dont nous sommes les garants. Elle a fait l'objet d'une très large condamnation par l'Assemblée générale. Laisser cette guerre atteindre ses objectifs, c'est prendre le risque de voir prospérer partout la loi du plus fort, les politiques de révision agressive des frontières et la revendication de sphères d'influence au mépris

de l'égalité souveraine des États. Nul n'a intérêt à laisser s'installer la loi de la jungle.

Tel est le sens de notre engagement aux côtés de l'Ukraine. Nous continuerons de soutenir la formule de paix du Président Zelensky, dans le cadre de laquelle la France a organisé une conférence sur la sûreté et la sécurité nucléaires à Paris le 17 octobre dernier. Nous continuerons d'agir pour une paix juste et durable, conforme aux résolutions que l'Assemblée générale a adoptées à une très large majorité.

M. Montalvo Sosa (Équateur) (*parle en espagnol*) : Je remercie la Secrétaire générale adjointe DiCarlo de son exposé au nom du Secrétaire général Guterres. Je souhaite la bienvenue aux hauts responsables présents dans la salle.

Des millions de personnes continuent d'être victimes de ce conflit. Le rythme auquel des milliers de familles sont contraintes d'abandonner leurs foyers ne faiblit pas. Toutes ces blessures se multiplient et il faudra des générations pour les guérir. Les dégâts causés à l'environnement sont incommensurables. La destruction des maisons, des écoles et des établissements de santé, ainsi que des infrastructures critiques, notamment dans le secteur de l'énergie, se poursuit sans relâche. Du fait de la situation humanitaire, des millions de personnes sont en danger, ce qui, à l'approche de l'hiver, engendre le désespoir. Les offensives et les vagues d'attaques de drones et de missiles se multiplient au point d'en devenir endémiques. Les divisions géopolitiques se creusent, affectant la stabilité mondiale et remettant en cause les piliers de la paix et de la sécurité internationales.

Tous ces éléments pourraient servir à rédiger de nombreux discours, lesquels mèneraient tous à une conclusion indiscutable : à chaque fait nouveau qui survient dans cette guerre injustifiable, la Charte des Nations Unies, le droit international et le droit international humanitaire poursuivent leur érosion à un rythme alarmant. Comme je l'ai dit à la séance de ce matin sur la guerre au Moyen-Orient (voir S/PV.9787), chaque vie perdue est irréparable, et cela est particulièrement choquant lorsqu'il s'agit d'enfants. Trop c'est trop. La violence doit cesser dès maintenant.

Les parties sont tenues de protéger la population civile et de respecter pleinement le droit international humanitaire. L'aide humanitaire doit parvenir sans entrave à ceux qui en ont besoin, y compris dans les territoires occupés. Les acteurs humanitaires doivent pouvoir opérer en toute sécurité et sans restriction. Nous ne pouvons

pas sous-estimer les risques que générerait une nouvelle escalade du conflit, ni ses implications pour la sécurité internationale. Il est crucial que les parties ouvrent des voies vers une désescalade et évitent toute action susceptible d'aggraver la situation.

Le respect de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique des États n'est pas négociable. Aucune disposition de la Charte n'admet ou ne légitime l'emploi ou la menace de la force pour régler les différends entre les nations.

Au bout de 1000 jours d'agression et après une centaine de séances officielles sur la guerre en Ukraine, les positions de chacun sont bien connues. Il appartient maintenant au Conseil d'examiner des mesures concrètes, responsables et courageuses pour aider à mettre fin à ce conflit, et d'envisager toute initiative de bonne foi qui soit susceptible de promouvoir cet objectif partagé par toute la communauté internationale. Rappelons que, en dépit des divisions en place, le Conseil a déjà réussi à se montrer uni, comme en atteste la Déclaration de la Présidente du Conseil de sécurité du 6 mai 2022 sur l'Ukraine (voir S/PRST/2022/3), dans laquelle il reconnaissait que tous les États Membres ont souscrit, en vertu de la Charte des Nations Unies, à l'obligation de régler leurs différends internationaux par des moyens pacifiques.

Conformément à sa vocation pacifiste, l'Équateur encourage à régler les conflits de manière pacifique, par le dialogue et la diplomatie, et il réaffirme donc sa détermination à continuer d'œuvrer à l'élaboration de solutions propices à l'instauration de la paix, dans le strict respect des principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, du droit international, et de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine.

M. Nebenzia (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Il est assez symbolique que nos collègues britanniques, qui président le Conseil de sécurité ce mois-ci, aient fait en sorte de convoquer cette séance aujourd'hui, afin qu'elle coïncide avec le millièmè jour depuis que la crise ukrainienne est entrée dans sa phase la plus aiguë. Nous avons une fois de plus eu l'occasion de constater que, pour le Ministre et ses collègues, ce n'est rien de plus qu'un nouveau prétexte télégénique pour salir la Russie et lui coller des étiquettes éculées, lesquelles, comme on pouvait s'y attendre, ont foisonné dans les déclarations des membres occidentaux du Conseil. Quant au Royaume-Uni, votre pays, Monsieur le Président, la russophobie y a depuis longtemps, bien avant février 2022, été élevée au rang de politique d'État.

Je voudrais signaler au Président qu'en convoquant notre séance aujourd'hui, il a manqué une autre occasion médiatique, beaucoup plus importante dans le contexte de la crise ukrainienne que la date qu'il a choisie. Vendredi, le 15 novembre, cela faisait 950 jours que l'ancien Premier Ministre britannique, Boris Johnson, s'est rendu à Kiev où, comme nous le savons tous aujourd'hui, il a dissuadé le chef du régime de Kiev de signer l'accord de paix avec la Russie qui avait été paraphé à Istanbul et qui aurait mis fin aux hostilités. Nous étions très proches de cet accord à l'époque. Dans un geste de bonne volonté, la Russie avait même retiré ses troupes du nord de l'Ukraine, en particulier des environs immédiats de Kiev.

En d'autres termes, 50 jours après le début de notre opération militaire spéciale, alors que les pertes subies par l'armée ukrainiennes n'étaient pas aussi importantes qu'aujourd'hui, les hostilités auraient eu toutes les chances de cesser, si le Premier Ministre britannique n'était pas intervenu. Or il a convaincu Zelenskyy qu'il devait continuer de se battre et que, avec les armes et le soutien de l'Occident, il pourrait bien infliger une défaite stratégique à la Russie, scénario qui intéressait particulièrement le Premier Ministre britannique et ses acolytes occidentaux. Ainsi, afin d'expliquer d'une manière ou d'une autre un tel revirement à l'opinion publique ukrainienne et mondiale, une provocation particulièrement maladroite a été mise en scène à Boutcha, avec l'implication directe des services de sécurité et des médias britanniques. Après le retrait de l'armée russe, des cadavres ont été amenés à Boutcha et disposés dans les rues. Personne n'a jamais pris la peine d'expliquer l'origine et la véritable cause de la mort de ces personnes, malgré nos demandes répétées. En définitive, il semble que le Royaume-Uni ait précipité le régime de Kiev vers une défaite inévitable, en le poussant à choisir de poursuivre l'affrontement avec la Russie. Je pense que les Ukrainiens n'oublieront pas de sitôt que c'est à cause de ces actions que leur pays se trouve aujourd'hui dans une situation économique désastreuse, qu'il a perdu la majeure partie de son armée et de son matériel militaire, et qu'il se retrouve amputé d'au moins quatre régions, en plus de la Crimée, qui s'est séparée de l'Ukraine en 2014.

Les Ukrainiens ont depuis longtemps cessé de vouloir se battre, et cela fait maintenant deux ans que l'armée ukrainienne a oublié ce que cela signifie de se porter volontaire. Le régime de Kiev, après avoir interdit aux hommes de quitter le pays, capture désormais les réfractaires dans les rues, y compris à l'aide d'armes à feu, pour les expédier dans une boucherie insensée, pratiquement sans aucun entraînement. Le front oriental des forces armées ukrainiennes dans le Donbass s'effondre sous

nos yeux – les membres du Conseil sont bien conscients du rythme de l'avancée de notre armée – et le régime de Zelenskyy, dans une tentative de conserver l'appui de l'Occident, a mené une incursion absolument irresponsable dans la région de Koursk et tenté de s'emparer de la centrale nucléaire de Koursk et d'y poser des mines, ce qui a coûté aux forces armées ukrainiennes la perte de dizaines de milliers de soldats bien entraînés. Cette aventure a été une erreur fatale et n'a fait qu'accélérer la défaite imminente de l'Ukraine sur le champ de bataille, une défaite qu'elle ne pourra éviter, quelles que soient les nouvelles armes occidentales qui lui seront livrées.

Par souci de transparence, les initiateurs de la présente séance auraient dû partager avec nous les informations concernant les bénéfices faramineux que le Royaume-Uni réalise depuis près de trois ans dans le cadre de son appui militaire à l'Ukraine, la manière dont ses entreprises d'armement se sont enrichies sur le sang et les souffrances des Ukrainiens ordinaires, et la façon dont le Ministère de la défense s'est débarrassé en toute sécurité de matériel militaire obsolète qui, de toute façon, aurait dû être mis au rebut. Il serait également intéressant de parler de la corruption qui accompagne ces processus et dont nous ne pouvons que deviner l'ampleur. Ainsi, selon les médias ukrainiens, après la victoire de Donald Trump aux élections américaines, la panique s'est emparée de l'élite ukrainienne, non seulement parce que les États-Unis pourraient reconsidérer leur aide à l'Ukraine, mais aussi parce que les nouvelles autorités pourraient décider de vérifier tous les fonds envoyés à l'Ukraine et de procéder à un audit complet de l'aide déjà fournie. Ce scénario, comme le soulignent tous les experts ukrainiens, est beaucoup plus effrayant pour Zelenskyy, car une partie importante de l'aide est tout simplement siphonnée et détournée par le Président ukrainien, dont la date de péremption est dépassée, et par son entourage. Étant donné que le volume de l'aide militaire fournie par le Royaume-Uni à la junte de Kiev depuis février 2022 s'élève à 9,7 milliards de dollars, il ne fait aucun doute que ce pays contribue également à la montée de la corruption en Ukraine. Cependant, il est peu probable que les autorités britanniques ouvrent la moindre enquête à ce sujet, car dans de tels cas, il est très important que les enquêteurs ne finissent pas par s'accuser eux-mêmes.

En fait, pour ceux qui connaissent l'histoire du Royaume-Uni, son intervention de longue date en Ukraine, qui a culminé avec les actions que nous venons de mentionner, n'est pas une révélation. Après tout, monter des voisins les uns contre les autres, semer la discorde entre les nations et les peuples, puis appuyer certains d'entre

eux contre d'autres, ce sont là des pratiques auxquelles le Royaume-Uni s'adonne avec délectation et virtuosité depuis des siècles – toutes ses anciennes colonies peuvent en témoigner dans les moindres détails. D'ailleurs, sur les 193 Membres actuels de l'ONU, seuls 22 États peuvent se vanter de n'avoir jamais été envahis par la Grande-Bretagne ou de n'avoir jamais été en guerre avec ce pays. Notre pays ne fait pas exception à la règle : la dernière invasion de ce type a été l'intervention britannique qui a suivi la révolution de 1917, lorsque divers prédateurs et vautours ont tenté de mettre la Russie en pièces. Mais nous avons tenu bon, nous avons traversé les épreuves, nous sommes devenus plus forts et nous devons maintenant lutter contre une nouvelle intervention indirecte des membres de l'OTAN, dont le Royaume-Uni, qui combattent la Russie en Ukraine. C'est ainsi que l'on peut interpréter non seulement le déversement continu d'armes et de renseignements à destination du régime de Kiev, mais aussi la présence d'instructeurs et de mercenaires britanniques, dont des centaines ont déjà été éliminés, ainsi que les tentatives des spécialistes britanniques de délocaliser en Ukraine la production de drones, de missiles et d'embarcations sans équipage.

Nous comprenons que, même au XXI^e siècle, il est difficile pour le Royaume-Uni de laisser l'Ukraine et la Russie tranquilles, car les gènes de ces colonisateurs qui ont sévi pendant des siècles en Asie, en Afrique et en Europe produisent leurs effets. Nous savons tous et toutes que, pendant 250 ans, l'Empire britannique a réprimé de manière brutale et cynique la résistance dans ses colonies, et qu'il a eu recours à l'assimilation forcée et à la discrimination raciale, faisant fi des valeurs humaines fondamentales et des droits des peuples sous son contrôle. Ce sont les populations civiles des pays colonisés qui ont payé de leur vie et de leur liberté les ambitions impériales de la métropole. Il suffit de rappeler ne serait-ce que le nettoyage ethnique en Irlande, où, après la conquête britannique, il ne restait plus que 850 000 personnes sur une population initiale de plus de 1,5 million d'habitants. Et pendant la Seconde guerre des Boers, au tournant du XX^e siècle, ce sont les Britanniques qui, les premiers, ont inventé les camps de concentration et y ont entassé les civils pour s'assurer qu'ils ne prêtent pas main-forte à l'armée boer. On ne sait pas combien de personnes sont mortes à l'époque, car les Britanniques ne considéraient pas les populations autochtones d'Afrique comme des êtres humains et ne documentaient pas, par principe, les pertes subies par les Africains. On sait cependant qu'au Kenya, après la révolte des Mau Mau, les Britanniques ont organisé des répressions massives, tuant environ 300 000 membres

de cette ethnie, tandis que 1,5 million de personnes ont été envoyées dans des camps et réduites en esclavage. Et en Inde, qui a subi d'énormes dégâts sous la domination britannique, entre 15 et 29 millions de personnes ont été victimes de la famine orchestrée par la Grande-Bretagne.

Aujourd'hui encore, les conséquences des actions des anciens colonisateurs se font sentir dans le monde moderne. Bien que les empires coloniaux appartiennent officiellement au passé, les anciennes méthodes, telles que les pressions, les manipulations et les ingérences dans les affaires souveraines, continuent d'être utilisées sous de nouvelles formes. Le Royaume-Uni n'est pas une exception, mais plutôt un précurseur. C'est ainsi que, ressentant toujours des douleurs fantômes liées à l'empire sur lequel « le soleil ne se couchait jamais » et nourrissant une certaine nostalgie à l'égard de son hégémonie mondiale perdue, le Royaume-Uni, de concert avec ses associés franco-saxons, a recours au chantage et aux sanctions, et cherche à renverser les gouvernements indésirables par le biais de « révolutions de couleur », dont l'Ukraine a été l'une des victimes en 2014.

Ce que nous voulons dire par là, c'est que le Royaume-Uni n'a aucun droit moral d'accuser et de reprocher quoi que ce soit à mon pays, qui s'est donné pour mission de se débarrasser du nid de frelons nationaliste et néonazi cultivé par l'Occident à nos frontières. Tant que les menaces qu'il représente, y compris l'absorption de l'Ukraine par l'OTAN, ne seront pas éliminées, tant que la discrimination fondée sur la langue, la foi et l'histoire exercée contre la population russophone ne cessera pas, tant que l'Ukraine ne renoncera pas à blanchir et à glorifier les complices d'Hitler, nous poursuivrons notre opération militaire spéciale. Ses objectifs seront de toute façon atteints, par la voie diplomatique ou militaire, quels que soient les plans de paix et les projets élaborés à l'Ouest dans le but de sauver l'acteur de divertissement Zelenskyy et sa clique.

Nous atteindrons nos objectifs, quelle que soit la ferveur militariste de l'Administration démocrate qui, après son échec cuisant à l'élection présidentielle et après avoir perdu la confiance de la majorité de sa population, a, selon les médias, donné l'autorisation suicidaire au régime de Zelenskyy d'utiliser des armes à longue portée pour mener des frappes au cœur de la Russie. Joe Biden lui-même n'a peut-être rien à perdre pour de nombreuses raisons, mais ce qui est frappant, c'est le manque de clairvoyance des dirigeants du Royaume-Uni et de la France, qui s'empressent de jouer le jeu de l'Administration sortante et entraînent non seulement leurs pays,

mais l'ensemble de l'Europe, dans une escalade à grande échelle qui aura des conséquences extrêmement graves. C'est exactement ce à quoi nos anciens partenaires occidentaux devraient réfléchir avant qu'il ne soit trop tard.

C'est une chose que devraient également garder à l'esprit ceux qui ont récemment commencé à parler d'une sorte de gel de la ligne de front et de divers projets similaires aux Accords de Minsk, rejetés à l'époque par l'Ukraine et ses parrains occidentaux. Ils ne doivent pas perdre de temps : nous n'avons plus confiance en ces stratagèmes trompeurs et nous n'accepterons qu'une solution qui élimine les causes profondes de la crise ukrainienne et qui empêche qu'une telle situation ne se reproduise. Quant à l'idée de vaincre la Russie sur le champ de bataille, nous leur conseillons d'y renoncer. L'Europe a déjà essayé de le faire à plusieurs reprises, et les membres du Conseil savent très bien comment ces tentatives se sont soldées.

Le Président (*parle en anglais*) : À titre national, je ne daignerai pas apporter une quelconque réponse à cette déclaration. Je me contenterai d'indiquer qu'il s'agit d'une suite de mensonges, de mésinformation et de louvoisements. Je laisserai à l'Ukraine le soin de parler elle-même de ses propres actions dans le cadre du conflit.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil de sécurité.

Le représentant des États-Unis a demandé la parole pour faire une autre déclaration.

M. Wood (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Que l'on veuille bien m'excuser de prendre à nouveau la parole, mais je dois répondre à certaines observations faites par le représentant de la République populaire de Chine.

Je souhaite simplement dire très brièvement que les États-Unis n'oublieront pas le soutien apporté par la Chine à la base militaro-industrielle de la Russie. Nous continuerons, comme je l'ai dit à maintes reprises, de dénoncer et de condamner l'appui de la Chine et d'autres à la guerre d'agression illégale menée par la Russie contre l'Ukraine, qui, comme nous le savons tous et comme il ne devrait pas être nécessaire de le rappeler, constitue une violation flagrante de la Charte des Nations Unies. Aucun pays ne peut prétendre être attaché à la paix, ou à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine, tout en prenant des mesures qui vont à l'encontre de ces deux objectifs.

Mon dernier point, en réponse à mon collègue chinois lorsqu'il dit que les États-Unis seront sévèrement jugés par l'histoire pour avoir, on ne sait de quelle façon,

déclenché la guerre contre l'Ukraine, consiste à dire qu'au contraire, c'est la Chine, par son partenariat sans limites avec la Russie alors que celle-ci mène une guerre d'agression illégale contre le peuple ukrainien, qui sera jugée par l'histoire, et sans aucun doute très sévèrement.

Le Président (*parle en anglais*) : Le représentant de la Chine a demandé la parole pour faire une autre déclaration.

M. Geng Shuang (Chine) (*parle en chinois*) : Mon collègue des États-Unis ferait bien de comprendre la situation actuelle avant de prendre la parole. Dans la situation actuelle, les appels à la paix résonnent plus fort que les appels à la guerre ; les efforts pour promouvoir l'unité et la coopération l'emportent sur les tentatives de provoquer la division et la confrontation.

J'espère que mon collègue des États-Unis comprendra que les tentatives de prolonger délibérément la crise et la guerre et d'utiliser la guerre pour réprimer d'autres pays et promouvoir la ligne géostratégique des États-Unis n'aboutiront pas.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au Ministre des affaires étrangères de l'Ukraine.

M. Sybiha (Ukraine) (*parle en anglais*) : Comme mon collègue britannique, je ne m'abaisserai pas à répondre aux mensonges du représentant russe.

Je voudrais remercier la présidence britannique d'avoir organisé la présente séance et de son leadership fort. Nous lui en sommes très reconnaissants.

Alors que l'invasion russe à grande échelle franchit le cap des 1 000 jours, n'oublions pas que l'agression de la Russie contre l'Ukraine dure depuis déjà plus de 10 ans.

J'ai quitté le pays pour venir participer à la présente séance pendant l'une des plus importantes attaques aériennes depuis des mois. La Russie a lancé plus de 200 drones et missiles sur des villes ukrainiennes pacifiques. J'ai passé une nuit blanche avec ma famille, avec mes enfants, comme des milliers de familles ukrainiennes.

La Russie a une fois de plus frappé des infrastructures civiles critiques, notamment des immeubles d'habitation ordinaires, des systèmes énergétiques et des sous-stations de transmission de nos centrales nucléaires. Cela représente une menace directe pour la sûreté et la sécurité nucléaires. Dans certaines villes, comme Odesa et Sumy, beaucoup de gens sont sans électricité ni chauffage. Dix personnes ont été tuées à Odesa, et 12, dont deux enfants, à Sumy. Bien d'autres ont été blessées.

Ces frappes sont la réponse de la Russie à tous ceux qui ont récemment appelé Poutine ou qui lui ont rendu visite pour lui demander la paix. Poutine veut la guerre, pas la paix. Nous devons relever le prix que la guerre lui coûte.

Mille jours, c'est beaucoup. D'un côté, c'est la preuve de la bravoure ukrainienne face à l'agression brutale de la Russie, ainsi que du soutien de nos partenaires, dont nous leur sommes reconnaissants. De l'autre, ce chiffre est la preuve de l'incapacité de la communauté internationale, y compris le Conseil de sécurité, à mettre fin aux guerres d'agression et aux atrocités.

Il faut être honnête. Les mécanismes internationaux ont échoué. Ils ne fonctionnent pas. Nous devons élaborer de nouveaux outils. Nous devons agir conformément à nos principes et faire preuve d'unité pour rétablir le respect de la Charte des Nations Unies.

Mille jours de résistance à une guerre totale, c'est un prix énorme à payer pour une nation qui veut simplement être libre et vivre une vie normale.

Aujourd'hui, je parlerai du prix de la guerre : le prix que nous, Ukrainiens, payons ; le prix que paient les populations du monde entier ; le prix que l'agresseur doit payer. Mais surtout, je parlerai du prix de l'apaisement, ou pour le dire autrement, de ce qu'il en coûtera au monde s'il choisit l'apaisement au lieu d'une paix juste, du prix que le monde devra payer si les dirigeants du monde choisissent la faiblesse au lieu de la force.

Il est urgent d'atteindre l'objectif d'une paix globale, juste et durable. Quel que soit le prix à payer pour y parvenir aujourd'hui, celui de nouveaux échecs sera nettement plus élevé.

En lançant son invasion, la Russie a porté préjudice à bien plus de pays et de personnes que l'Ukraine et sa population. L'invasion a aggravé de nombreuses crises mondiales. La Russie utilise la nourriture, l'énergie et d'autres ressources comme armes, au détriment de millions de personnes. Son blocus naval des ports ukrainiens a entraîné des pénuries alimentaires et une hausse record des prix alimentaires. Environ 400 millions de personnes dans le monde dépendent des céréales ukrainiennes. Nombre d'entre elles ont été menacées de famine.

La Russie se sert également de l'énergie comme arme et met en danger des personnes non seulement en Ukraine, mais aussi dans d'autres pays. La guerre a été l'un des principaux facteurs du ralentissement de la croissance économique mondiale et de la hausse de l'inflation.

En outre, cette violation flagrante du droit international a provoqué une crise de sécurité au niveau mondial. Si l'agression russe aboutit à ses fins, d'autres agresseurs seront tentés d'attaquer leurs voisins et de commettre des atrocités.

Depuis le début de son agression en 2014, la Russie a enfreint environ 400 traités internationaux. Voilà la réalité. Dans le monde entier, les dépenses de défense augmentent et monopolisent des ressources qui devraient être consacrées à l'éducation, aux soins de santé, à la lutte contre les changements climatiques et au règlement d'autres problèmes mondiaux importants.

Personne au monde ne paie un tribut plus élevé à l'agression russe que le peuple ukrainien. C'est pourquoi ce sont les Ukrainiens, et eux seuls, qui doivent fixer les conditions de la paix.

Il faut imaginer ce que c'est que de perdre en une seconde sa jeune et belle épouse et ses trois enfants âgés de 10 ans, 2 ans et à peine deux mois, parce que son habitation a été frappée par un drone russe. C'est ce qui est arrivé il y a quelques jours à Maksym Kulyk, 34 ans, originaire de Kryvyi Rih. Tel est le prix de la guerre.

Cette année, la Russie a multiplié les exécutions de prisonniers de guerre ukrainiens. Nous enquêtons actuellement sur 49 affaires criminelles concernant l'assassinat de 124 d'entre eux. Selon l'ONU, 95 % de nos prisonniers de guerre ont subi des actes de tortures brutaux pendant leur captivité en Russie.

Certains des crimes les plus horribles de la guerre sont des crimes commis contre des enfants ukrainiens. La Russie a volé l'enfance de tous les enfants ukrainiens. Elle a tué au moins 659 enfants depuis 2022, et les chiffres continuent de monter. Tel est le prix de la guerre.

Et je veux être clair : pour nous, en Ukraine, l'endroit où se trouve un enfant qui souffre ne fait aucune différence. Que ce soit en Ukraine, au Moyen-Orient, en Afrique, en Asie, en Amérique latine ou dans d'autres régions, aucun enfant au monde ne mérite de souffrir du fait de la guerre.

Des crimes et des violations des droits humains à grande échelle sont commis en ce moment même contre des millions d'Ukrainiens qui se trouvent encore dans les territoires occupés.

La déportation forcée d'au moins 20 000 enfants ukrainiens constitue peut-être la plus vaste opération d'enlèvement d'enfants par un État de l'histoire. Des milliers d'entre eux sont toujours en Russie. Ils sont endoctrinés,

contraints à prendre la citoyenneté russe, adoptés ou placés dans des familles russes, et on les oblige même à changer de nom. Ces actes perpétrés par la Russie violent la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, la Convention relative aux droits de l'enfant et la quatrième Convention de Genève. À cet égard, je me réfère à l'engagement signé à Montréal par les participants à la récente Conférence ministérielle sur la dimension humaine de la formule de paix en 10 points de l'Ukraine. Les participants se sont alors engagés à favoriser le retour des enfants, et j'exhorte tous les pays à s'associer à ces nobles efforts.

Des milliers de prisonniers de guerre et d'otages civils ukrainiens sont toujours retenus en captivité par la Russie, sans aucun accès à des observateurs et à des médecins internationaux. Nous n'oublions aucun de nos concitoyens et ne cesserons pas de nous battre tant que nous ne les aurons pas tous libérés et ramenés chez eux.

La liste des atrocités commises par la Russie en Ukraine prouve que les outils internationaux existants ne fonctionnent pas. Nous avons besoin de nouveaux mécanismes pour garantir l'application du principe de responsabilité pour le crime d'agression et tous les crimes qui en découlent. S'il faut pour cela créer un précédent, alors créons un précédent. S'il faut pour cela modifier le Statut de Rome, alors modifions-le. Nous devons agir pour rétablir la paix et la sécurité internationales.

Le prix de l'inaction ou de l'apaisement dépasse de loin celui des mesures fortes. Si nous permettons à la Russie de poursuivre son agression en toute impunité, cela entraînera des risques inacceptables, notamment pour la sécurité mondiale, la sûreté nucléaire, l'environnement et les migrations.

La Russie a désormais rejoint les rangs des États voyous comme l'Iran et la République populaire démocratique de Corée. Ce nouvel axe cherche activement à mettre à mal l'ordre mondial. L'implication de soldats nord-coréens réguliers marque un nouveau degré d'escalade et de prolifération de la guerre à l'échelle mondiale. Je tiens dans ma main un vrai morceau d'un missile balistique nord-coréen KN-23 qui a frappé l'Ukraine. Ces missiles meurtriers s'abattent constamment sur notre peuple. Ils peuvent transporter environ 500 kilogrammes d'explosifs. La dernière attaque en date s'est produite à Brovary, près de Kyïv, le 13 novembre.

Nous savons précisément ce que la Corée du Nord veut obtenir de la Russie en échange : des technologies pour ses programmes nucléaires, militaires et de missiles.

Ce transfert de technologies aura des répercussions bien au-delà des frontières des deux États, y compris dans la région Indopacifique. Cela vaut également pour l'approfondissement de la coopération entre la Russie et l'Iran dans le domaine de la défense. Par ailleurs, nous avons la preuve que la Russie a commencé à utiliser des têtes de missiles thermobariques sur des drones iraniens Shahed afin de causer le plus de dégâts possible. La question est de savoir ce que Téhéran attend de Moscou en retour. Là encore, il s'agit d'éléments très précis susceptibles de détériorer encore les conditions de sécurité au Moyen-Orient. La guerre dépasse largement les frontières ukrainiennes et son prix pour le monde risque d'être bien plus élevé si nous n'arrêtons pas la Russie maintenant.

Au total, entre février 2023 et octobre de cette année, les forces de défense ukrainiennes ont recensé plus de 4 600 cas d'utilisation par la Russie de munitions contenant des produits chimiques dangereux. Le rapport publié ce jour par l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques nous rappelle à point nommé toutes les lignes rouges franchies par Moscou. Il confirme les preuves fournies par l'Ukraine, notamment celles relatives à une grenade marquée « RG-VO » et aux échantillons de sol correspondants. Nous avons prouvé que la Russie utilisait des substances chimiques interdites sur le champ de bataille.

Pour la Russie, il s'agit aussi d'une guerre pour les ressources naturelles. Dans une démarche très coloniale, elle tente de s'emparer des riches gisements de minerai de manganèse, d'uranium, de titane et d'autres ressources présents en Ukraine. Nous devons empêcher l'agresseur d'aller plus loin si nous voulons éviter que ces ressources essentielles ne tombent entre les mains de la Russie, de la Corée du Nord et de l'Iran.

À l'heure actuelle, la Russie perd environ 1 500 soldats par jour, qu'ils soient tués ou blessés au combat. En 10 jours en Ukraine, la Russie perd autant de soldats que l'Union soviétique en a perdu en Afghanistan en 10 années de guerre. Il s'agit là des mètres carrés de terres occupées les plus ensanglantés de tous les temps. Cela montre en outre à quel point les vies humaines n'ont aucune valeur en Russie.

Le monde ne peut pas se permettre d'instaurer la paix à tout prix en Ukraine, car, au bout du compte, le prix à payer sera trop élevé. Cela pourrait conduire à une guerre de plus grande ampleur encore, voire à une guerre mondiale. Nous en avons été témoins en 2014. À l'époque, l'argument dominant parmi les partisans de l'apaisement était que la Russie ne voulait que la Crimée

et qu'elle n'irait pas plus loin. Or, elle est allée plus loin, et notre timide réaction, loin de dissuader la Russie, l'a au contraire encouragée à commettre de nouvelles violations.

La Russie a déclenché la guerre dans le Donbas. L'Ukraine a signé les Accords de Minsk et tenu près de 200 cycles de négociations avec la Russie. Il y a eu 20 accords de cessez-le-feu. Les huit années de processus de paix ont pris fin lorsque la Russie a lancé son invasion à grande échelle de l'Ukraine. Le mois prochain marquera d'ailleurs le trentième anniversaire du Mémoire de Budapest. Aujourd'hui, ce document rappelle au monde entier qu'il ne faut jamais faire confiance à la Russie. Sa parole n'a aucune valeur. Dès lors, pourquoi croire que Poutine agira différemment aujourd'hui ou qu'il respectera de nouveaux accords ? Il faut d'abord que nous lui fassions payer le prix de son agression.

Il faut, c'est un principe fondamental de notre approche, prendre acte du fait qu'il ne peut y avoir de compromis sur l'intégrité territoriale et la souveraineté, que ce soit en Ukraine ou ailleurs dans le monde. Le moyen le plus rapide de mettre fin à la guerre est d'accroître le soutien dont l'Ukraine a besoin pour se défendre et de contraindre la Russie au retrait. En dotant l'Ukraine des moyens dont elle a besoin et en levant les restrictions artificielles imposées à l'utilisation des armes, il sera possible d'accélérer l'avènement d'une paix juste et durable. Le renforcement des sanctions empêchera la Russie d'obtenir des fonds pour mener à bien cette guerre. L'année prochaine, Moscou prévoit d'injecter 146 milliards de dollars dans sa machine de guerre. Dans le même temps, la flotte fantôme russe peut générer au moins 120 milliards de dollars de recettes pétrolières. Nous devons couper ces recettes générées dans le sang. Ce n'est qu'en appuyant le plan de victoire et la formule de paix de l'Ukraine et du Président Zelenskyy que nous pourrions parvenir de manière réaliste à une paix globale, juste et durable en Ukraine et dans le monde.

Un dernier point important : rien ne saurait justifier de placer l'Ukraine et la Russie sur le même plan en tant que deux parties égales dans cette guerre. Il ne s'agit pas d'un conflit entre deux parties, mais d'une guerre d'agression. La Russie est l'agresseur, tandis que l'Ukraine se défend. Les fausses équivalences morales doivent cesser.

Prenons conscience du prix que cette guerre, dont personne ne voulait à l'exception de la Russie, nous a déjà coûté. Prenons conscience du prix que nous devons payer pour apaiser la situation. Prenons de vraies mesures pour obtenir une vraie paix, une paix que nous obtiendrons en nous montrant forts.

Le Président (*parle en anglais*) : Je rappelle à tous les orateurs et à toutes les oratrices qu'ils sont priés de limiter la durée de leurs déclarations à un maximum de trois minutes afin que le Conseil puisse mener ses travaux avec diligence. Le voyant rouge de leur microphone se mettra à clignoter au bout de trois minutes pour les inviter à conclure.

Je donne maintenant la parole au représentant de la Türkiye.

M. Yıldız (Türkiye) (*parle en anglais*) : Je remercie la Secrétaire générale adjointe Rosemary DiCarlo de son exposé très utile. Je salue également la participation du Ministre ukrainien des affaires étrangères, M. Andrii Sybiha, à la présente séance.

Alors qu'il est sur le point d'entrer dans sa quatrième année, le taux d'attrition extrêmement élevé de ce conflit est intenable pour toutes les parties concernées. Le coût de la guerre augmente, ayant déjà infligé d'immenses souffrances à des millions de personnes en Ukraine et ailleurs dans le monde. Outre l'aggravation de la crise humanitaire, la situation actuelle continue de menacer la sécurité nucléaire.

Depuis le début de la guerre, la Türkiye adopte une politique de principe reposant sur trois grands volets : premièrement, un attachement à l'intégrité territoriale et à la souveraineté de l'Ukraine ; deuxièmement, un appui à toute initiative visant à instaurer la paix ; et troisièmement, l'atténuation des répercussions de la guerre. Le risque d'escalade incontrôlée, qui représenterait une menace non seulement pour l'Europe, mais aussi pour la stabilité mondiale, est toujours bien présent. Cette tendance à l'escalade est susceptible d'atteindre un niveau ingérable, ce qui aurait de lourdes conséquences aux niveaux régional et mondial.

Malgré les risques encourus, aucune vision stratégique sur la manière de mettre fin à la guerre n'a encore été formulée. Les deux parties misent toujours sur une victoire militaire. Cependant, le monde n'a pas les moyens de voir la guerre s'éterniser en Ukraine. C'est pourquoi nous devons concentrer nos efforts sur la mise au point d'un plan réalisable, pragmatique et réaliste visant à bâtir la paix et à éviter une catastrophe mondiale.

Nous demeurons convaincus que seules des négociations permettront de mettre fin au conflit. Conformément à la Charte des Nations Unies, le règlement pacifique des conflits doit plaider en faveur d'une paix juste, ancrée dans le droit international. Nous devons continuer d'appeler ensemble à la retenue dans le recours à la force et

laisser la place à la diplomatie. Seuls un dialogue direct et une entente mutuelle permettront *in fine* de parvenir à une paix juste. Il convient d'élaborer conjointement, avant qu'il ne soit trop tard, une approche axée sur les résultats. Des négociations sur divers sujets concrets, tels que la sécurité alimentaire et énergétique, la sécurité maritime en mer Noire et les échanges de prisonniers de guerre, pourraient constituer la base des pourparlers de paix. Le moment est venu de trouver un terrain d'entente pour discuter des moyens de parvenir à un règlement négocié juste et durable entre les parties.

La Türkiye est prête à jouer à nouveau un rôle de facilitateur, lorsque les parties seront prêtes, afin d'instaurer la paix dont l'Ukraine a tant besoin.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la République tchèque.

M. Kulhánek (République tchèque) (*parle en anglais*) : Demain, nous commémorons un sombre anniversaire : 1 000 jours se sont écoulés depuis que la Russie a commencé son invasion à grande échelle de l'Ukraine. Il convient toutefois de rappeler que la guerre d'agression de la Russie a en réalité débuté en février 2014, avec l'annexion illégale de la Crimée. Depuis plus d'une décennie, un membre permanent du Conseil perpètre des atrocités, bombarde des civils et commet des atteintes odieuses aux droits humains, en violation flagrante du droit international et de la Charte des Nations Unies. Je le dis haut et fort : la Russie continue de violer les principes fondamentaux du système sous-tendu par la Charte des Nations Unies, tels que l'intégrité territoriale et la souveraineté nationale, en tentant ouvertement de s'accaparer de terres.

La République tchèque est extrêmement préoccupée par l'escalade récente que constitue l'implication directe de la République populaire démocratique de Corée dans cette guerre d'agression. Non seulement Pyongyang fournit des munitions et des missiles balistiques à la Russie, mais maintenant elle déploie également ses forces en Russie pour combattre l'Ukraine. La Russie viole effrontément les résolutions du Conseil de sécurité pour lesquelles elle a pourtant voté, sapant ainsi le régime mondial de non-prolifération et l'autorité du Conseil. En outre, l'implication directe de la République populaire démocratique de Corée dans la guerre d'agression de la Russie constitue une menace grave pour la sécurité de la région Indopacifique.

Nous avons à maintes reprises exhorté les États Membres de l'ONU, y compris la Chine, à cesser de faciliter l'agression de la Russie contre l'Ukraine en lui

apportant un soutien politique et militaire. Nous sommes profondément préoccupés par des informations crédibles faisant état de la fourniture, par des entreprises chinoises, de biens ayant des applications militaires évidentes, notamment des drones d'attaque à sens unique et des moteurs de drones militaires. La livraison par la Chine d'outils dont la Russie a besoin pour poursuivre son agression contre l'Ukraine et son peuple est un facteur intolérable de prolongation du conflit et constitue de ce fait une menace directe contre la paix et la sécurité européennes et internationales.

Alors que nous célébrons le millième jour de la résistance inébranlable de l'Ukraine contre l'invasion à grande échelle de la Russie, la République tchèque condamne une fois de plus sans équivoque la guerre d'agression russe. Nous restons pleinement engagés à fournir un soutien politique, financier, humanitaire et militaire à l'Ukraine et à son peuple dans l'exercice de leur droit légitime de défendre leur patrie.

Pour terminer, je reste convaincu que notre objectif commun doit être de redoubler d'efforts pour que l'Ukraine sorte victorieuse de cette guerre atroce et parvienne à une paix juste et durable, conformément à la Charte des Nations Unies.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Lituanie.

M. Paulauskas (Lituanie) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir organisé la présente séance du Conseil de sécurité. Je remercie également la Secrétaire générale adjointe DiCarlo de ses observations très utiles.

J'ai l'honneur de prendre la parole au nom des trois États baltes, à savoir l'Estonie, la Lettonie et mon pays, la Lituanie. Nous nous associons également à la déclaration qui sera faite au nom de l'Union européenne.

Aujourd'hui, nous devons rappeler le drame des villes et villages ukrainiens paisibles qui, il y a 1 000 jours, ont été réduits en ruines du jour au lendemain, leurs habitants devenant les victimes des crimes de guerre de la Russie. La ville de Bucha, qui était sous le contrôle des forces russes en mars 2022, a subi à elle seule plus de 100 assassinats ciblés. Le week-end dernier, la Russie a lancé plus de 120 missiles et 90 drones contre des infrastructures civiles ukrainiennes. À Odesa, 10 personnes ont été tuées et plus de 40 ont été blessées.

La Russie continue de violer la Charte des Nations Unies, au mépris de multiples résolutions de l'Assemblée

générale, notamment la résolution ES/11-6, sur les principes de la Charte des Nations Unies sous-tendant une paix globale, juste et durable en Ukraine, adoptée en février 2023 à une majorité de 141 voix. La Russie fait fi de l'ordonnance rendue par la Cour internationale de Justice qui lui enjoint de suspendre immédiatement toutes ses opérations militaires en Ukraine.

Par ailleurs, le 17 mars 2023, la Cour pénale internationale a émis des mandats d'arrêt contre Vladimir Poutine et Maria Lvova-Belova, accusés d'être impliqués dans le crime de guerre que constitue l'enlèvement d'enfants dans le cadre de l'invasion de l'Ukraine. Plus de 19 000 enfants ukrainiens ont été enlevés et transférés de l'Ukraine à la Russie.

Le peuple ukrainien continue d'être victime des attaques de la Russie. Selon le dernier rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, les violences liées au conflit ont coûté la vie à plus de 11 000 civils et en ont blessé plus de 24 000 depuis 2022, et les chiffres réels sont bien plus élevés. Nous assistons à une recrudescence inquiétante des attaques aériennes de la part de la Russie, qui ciblent les civils et les infrastructures civiles. Au cours des deux derniers mois, le recours aux attaques de drones de longue portée par les forces russes s'est considérablement intensifié.

À cet égard, je voudrais saluer le travail accompli par l'ONU en Ukraine. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), le Programme des Nations Unies pour le développement et d'autres organismes humanitaires travaillent sans relâche et sous la menace pour atténuer les souffrances du peuple ukrainien confronté à la guerre d'agression de la Russie.

En 2024, l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie ont été incluses dans le plan régional d'intervention en faveur des réfugiés pour l'Ukraine, coordonné par le HCR, qui complète les mesures prises par les gouvernements pour assurer la protection et le soutien des réfugiés ukrainiens. Cette année, on compte plus de 170 000 réfugiés qui sont accueillis dans les États baltes.

La Russie a intensifié sa guerre d'agression en s'appuyant sur son alliance avec la République populaire démocratique de Corée, qui viole de nombreuses résolutions du Conseil de sécurité, à savoir les résolutions 1718 (2006), 1874 (2009) et 2270 (2016), que la Russie a toutes appuyées et qu'elle s'est engagée à respecter. L'implication de la République populaire démocratique de Corée, par la fourniture de missiles balistiques et

maintenant de soldats et d'armes lourdes, dans la guerre de la Russie contre l'Ukraine, constitue une menace croissante pour la stabilité régionale en Europe et en Asie, avec des répercussions graves à l'échelle mondiale. Cette escalade de la Russie et de la République populaire démocratique de Corée exige une réaction ferme de la part de la communauté internationale.

Nous demandons au Secrétariat technique de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques de suivre de près la situation en Ukraine, car la Russie y utiliserait des armes chimiques.

Nous soutenons pleinement le plan de l'Ukraine pour la victoire. Ce plan prévoit avant tout l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN. Cette adhésion est la clef de la sécurité et de la stabilité à long terme en Europe, et notre propre sécurité est incomplète sans elle.

Nous rejetons fermement toute tentative de faire pression sur l'Ukraine pour la pousser à négocier dans des conditions défavorables, au détriment de sa souveraineté et de son intégrité territoriale, car cette approche n'a rien à voir avec une paix juste et durable. C'est l'Ukraine elle-même qui doit définir les termes de la paix, conformément aux principes du droit international et à la formule de paix de l'Ukraine, en accordant la priorité à sa souveraineté et à son intégrité territoriale et en exigeant de la Russie qu'elle réponde pleinement de ses actes. Seule une paix juste peut être véritablement durable.

Nous exigeons de la Russie qu'elle retire immédiatement, complètement et sans condition toutes ses forces militaires et tout son matériel militaire de l'ensemble du territoire de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Roumanie.

M. Feruță (Roumanie) (*parle en anglais*) : Je remercie la Secrétaire générale adjointe DiCarlo de son exposé et je tiens également à exprimer la reconnaissance de ma délégation au Royaume-Uni pour nous avoir permis de faire part aux membres du Conseil de sécurité de nos préoccupations profondes et légitimes, en tant que pays voisin, au sujet de l'agression de la Russie contre l'Ukraine, qui demain atteindra son millièmè jour. C'est, je dois le dire, 1 000 jours de trop.

Cette guerre d'agression viole sans équivoque les principes de souveraineté et d'intégrité territoriale, ainsi que la Charte des Nations Unies. Il s'agit d'une violation intentionnelle du droit international et d'une tentative de

modifier l'architecture de paix et de sécurité. La réponse de l'Ukraine à cette guerre d'agression est un mode d'action légitime, la légitime défense, qui est conforme à la Charte des Nations Unies, et la Roumanie appuie l'Ukraine depuis le début. Nous avons la responsabilité politique et morale de soutenir l'Ukraine dans sa lutte pour l'indépendance, l'intégrité territoriale et la souveraineté. Nous faisons confiance au droit international et aux principes de l'Organisation des Nations Unies. Nous pensons que chaque nation souveraine est libre de décider de sa politique étrangère et intérieure.

Nous condamnons avec force les attaques délibérées contre les civils et les infrastructures civiles critiques, notamment les attaques de ces derniers jours. Aujourd'hui, la Secrétaire générale adjointe DiCarlo nous a parlé du prix élevé payé par les civils ukrainiens, tout comme d'autres intervenants nous en ont parlé ces 1 000 derniers jours, et comme M. Sybiha l'a évoqué à l'instant. Et nous ne connaissons que trop bien les graves conséquences de la guerre sur la sécurité alimentaire, non seulement pour l'Ukraine, mais aussi pour de nombreux pays dans le monde. Comme l'a dit la Secrétaire générale adjointe DiCarlo, nous sommes également confrontés à un risque extrêmement élevé pour la sûreté maritime et la liberté de navigation en mer Noire, les missiles russes mettant en danger les navires commerciaux.

Mon dernier point aujourd'hui concerne l'avenir. La Charte des Nations Unies doit être au cœur d'une paix globale, juste et durable en Ukraine. L'application du principe de responsabilité joue un rôle de premier plan à cet égard. Aucun pays ne doit faciliter une guerre d'agression, quel que soit le moment ou le lieu où elle se produit. La seule option, c'est un retrait immédiat et complet des forces russes de l'ensemble du territoire de l'Ukraine, à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues. Ce message était valable dès le premier jour de l'agression, et il l'est aujourd'hui, 1 000 jours plus tard.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à M. Lambrinidis.

M. Lambrinidis (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom de l'Union européenne et de ses États membres. La Macédoine du Nord, le Monténégro, l'Albanie, l'Ukraine, la République de Moldova, la Bosnie-Herzégovine et la Géorgie, pays candidats, ainsi que le Liechtenstein, l'Andorre, Saint-Marin et Monaco s'associent à la présente déclaration.

Je tiens à remercier le Royaume-Uni de l'organisation de cette séance, et la Secrétaire générale adjointe aux

affaires politiques et à la consolidation de la paix, M^{me} DiCarlo, de son exposé très important.

Demain, nous marquerons un lugubre jalon : 1 000 jours depuis le début de l'invasion à grande échelle, non provoquée et injustifiée de l'Ukraine par la Russie, une guerre d'agression qui continue d'ébranler le monde ; 1 000 jours de souffrance humaine insensée ; 1 000 jours d'une violation sans précédent de la Charte des Nations Unies ; et 1 000 jours d'un courage et d'une résilience édifians du peuple ukrainien. Dans ces sombres circonstances, je voudrais insister sur trois points fondamentaux.

Premièrement, la violation, par la Russie, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine et ses tentatives d'acquisition de territoires par la force concernent chaque État Membre de l'ONU. Nous devons tous condamner de tels actes aujourd'hui, faute de quoi nous finirons demain par tolérer des attaques flagrantes du même ordre contre tous nos pays. Protéger la souveraineté et l'intégrité territoriale de tous les États Membres, quelles que soient leur taille et leur puissance, est notre devoir collectif.

Deuxièmement, la Russie doit respecter la volonté de la communauté mondiale, telle qu'exprimée dans plusieurs résolutions de l'Assemblée générale, et cesser immédiatement et sans condition sa guerre d'agression, y compris ses attaques délibérées contre les infrastructures civiles et le secteur énergétique de l'Ukraine. Les attaques contre les infrastructures civiles se multiplient, entraînant le plus grand nombre de victimes civiles depuis le début de la guerre. Hier matin, nous avons été témoins d'une nouvelle attaque russe massive de ce genre. La Russie a pour projet d'utiliser l'énergie comme arme et de faire pression sur le peuple ukrainien à l'approche d'un hiver glacial, pour qu'il se soumette comme elle l'espère, et elle devrait en avoir honte.

Et la Russie méprise la vie des civils dans les territoires qu'elle occupe actuellement, où elle se livre à des exécutions extrajudiciaires, des détentions arbitraires et des disparitions forcées, recourt de façon systématique à la torture et à la violence sexuelle et commet des crimes contre l'humanité. La Russie et ses dirigeants doivent être tenus pleinement responsables.

Au-delà de l'Ukraine, la Russie continue, bien entendu, d'utiliser la nourriture comme arme. Elle continue d'intensifier ses efforts pour perturber le couloir de la mer Noire en attaquant les infrastructures portuaires civiles à Odesa et dans ses environs. Cela aussi mérite notre condamnation unanime.

Troisièmement, nous avons besoin de toute urgence d'une paix globale, juste et durable, ancrée dans la Charte des Nations Unies. À cette fin, la Russie, l'agresseur, doit retirer toutes ses forces de l'ensemble du territoire de l'Ukraine, à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues. Aucune initiative concernant l'Ukraine ne peut être prise sans l'Ukraine, et toute proposition de paix sérieuse doit se fonder sur la Charte et le droit international.

Nous exhortons les pays tiers à cesser toute assistance à la guerre d'agression de la Russie. Cela inclut non seulement l'appui militaire direct, mais aussi la fourniture de biens à double usage et d'autres articles sensibles. Nous condamnons l'intensification de la coopération militaire et des transferts d'armes entre la République populaire démocratique de Corée et la Russie, en violation flagrante de nombreuses résolutions du Conseil de sécurité. La participation de soldats de la République populaire démocratique de Corée à la guerre d'agression illégale de la Russie contre l'Ukraine représenterait un acte hostile unilatéral de la République populaire démocratique de Corée, commis à l'invitation inconsidérée de la Russie, et aurait de graves conséquences sur la paix et la sécurité européennes et mondiales.

Pour terminer, je voudrais dire que depuis 1 000 jours, une Ukraine courageuse exerce son droit naturel de légitime défense en réponse à l'agression illégale, non provoquée et barbare de la Russie. Nous devons continuer à défendre le droit de l'Ukraine de protéger son territoire et son peuple, conformément à la Charte des Nations Unies. Et nous devons continuer à protéger l'intégrité de la Charte elle-même et ce, aussi longtemps qu'il le faudra.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de l'Islande.

M^{me} Jóhannsdóttir (Islande) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prononcer cette déclaration au nom des pays nordiques, à savoir le Danemark, la Finlande, la Norvège, la Suède et mon pays, l'Islande.

Je remercie la Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix, M^{me} DiCarlo, de l'exposé qu'elle a présenté au nom du Secrétaire général. Je voudrais également saluer la participation du Ministre ukrainien des affaires étrangères, Andrii Sybiha, à la présente séance.

Deux situations extrêmement graves sont inscrites à l'ordre du jour du Conseil de sécurité aujourd'hui. Après la séance de ce matin (voir S/PV.9787) sur les

ravages causés à Gaza et au Liban, en particulier pour les civils, nous nous penchons à présent sur les conséquences désastreuses de la guerre en Russie. Cette semaine, nous marquons un sombre jalon : 1 000 jours d'une guerre d'agression atroce de la Russie contre l'Ukraine ; 1 000 jours de ravages et de souffrance pour le peuple ukrainien ; et 1 000 jours d'attaques massives de la Russie contre des infrastructures civiles, en violation flagrante de la Charte des Nations Unies.

La Russie porte l'entière responsabilité de la crise humanitaire qu'elle a provoquée en privant des millions de civils d'accès au logement, à l'eau, au chauffage et à l'électricité. Les attaques de la Russie ont gravement endommagé ou détruit plus de la moitié des capacités de production énergétiques de l'Ukraine. La guerre d'agression à grande échelle menée par la Russie a des conséquences désastreuses, non seulement en Ukraine, mais dans le monde entier. Ces dernières semaines, la Russie a intensifié ses attaques contre les civils, les infrastructures critiques, les installations de stockage de céréales, les ports et les navires civils en mer Noire. Ces attaques ont de graves répercussions sur les populations les plus vulnérables du monde, celles qui dépendent des céréales en provenance d'Ukraine.

Nous ne pouvons pas rester les bras croisés face à de tels actes. Nous n'accepterons pas un monde dans lequel les États peuvent envahir et asservir leurs voisins en toute impunité. N'oublions pas que dans les territoires ukrainiens occupés, la Russie mène une violente campagne d'endoctrinement et d'assimilation culturels des enfants ukrainiens. L'Organisation des Nations Unies a été créée précisément pour prévenir de tels actes d'agression et pour protéger les principes de paix et de souveraineté, ainsi que le droit de toutes les nations, grandes ou petites, d'exister dans la sécurité et la dignité.

Tandis que la Russie poursuit son assaut, d'autres travaillent avec acharnement pour trouver une issue à ce cauchemar. La formule de paix en 10 points de l'Ukraine, le communiqué conjoint sur un cadre de paix et la récente conférence ministérielle sur la dimension humaine de la formule de paix, organisée par le Canada, conjointement avec la Norvège et l'Ukraine, apportent des contributions essentielles à la recherche d'une voie vers la paix. Toute initiative de paix doit être conforme aux règles et principes énoncés dans la Charte, y compris le respect de l'intégrité territoriale de l'Ukraine et de ses frontières internationalement reconnues. Tout plan de paix doit également être élaboré en collaboration avec l'Ukraine.

La Russie continue de rejeter la paix et poursuit obstinément son assaut barbare contre l'Ukraine. La Russie a mobilisé les forces terrestres les plus importantes jamais vues en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale. Outre les pertes civiles et militaires ukrainiennes massives, l'agression de la Russie au cours des 1 000 derniers jours a tué ou blessé des centaines de milliers de soldats russes, ce qui témoigne une fois de plus de l'ignominie de cette guerre. Ces pertes massives, principalement de jeunes hommes dans la fleur de l'âge, ont poussé la Russie à rechercher un appui extérieur pour faire perdurer cette guerre illégale. La République populaire démocratique de Corée et la Russie se sont livrées à des transferts illégaux d'armes, de munitions, de pièces d'artillerie et de missiles balistiques, alimentant et prolongeant l'agression de la Russie et violant de nombreuses résolutions du Conseil de sécurité. Tous les États ont l'obligation de ne pas prêter aide ou assistance à un acte d'agression. La décision de la Russie de former et de déployer des soldats de la République populaire démocratique de Corée sur le champ de bataille représente une escalade dangereuse qui menace davantage la sécurité régionale et internationale. Le Conseil de sécurité a le devoir de condamner sans ambiguïté cette escalade.

La Fédération de Russie continue de violer le droit international, en plus de saper le statut et l'autorité du Conseil lui-même.

Le désespoir de la Russie n'entamera pas notre détermination. Nous continuerons de défendre la Charte des Nations Unies et le droit de l'Ukraine à défendre son peuple et sa souveraineté, conformément au droit international. Nous exigeons que la Russie retire immédiatement ses troupes d'Ukraine, qu'elle revienne sur sa décision illégale et dangereuse et qu'elle mette fin à cette guerre destructrice.

Certes, 1 000 jours, c'est long, mais une chose n'a pas changé : les pays nordiques continueront à soutenir l'Ukraine, comme ils le font depuis 1 000 jours, et ils resteront à ses côtés dans sa lutte.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Pologne.

M. Szczerski (Pologne) (*parle en anglais*) : Nous approchons d'une étape tragique : 1 000 jours depuis l'invasion totale de l'Ukraine par la Russie, en violation flagrante du droit international, y compris de la Charte des Nations Unies. Non seulement Moscou continue de bafouer les règles les plus élémentaires de la conduite internationale, mais elle cherche également à obtenir le

soutien d'États tiers et à les impliquer dans son agression. Cette guerre ne menace donc pas seulement la stabilité régionale et la sécurité mondiale, elle exacerbe également les problèmes politiques et économiques les plus urgents de la planète, notamment la perturbation des chaînes d'approvisionnement alimentaire.

L'assaut incessant de la Russie contre l'Ukraine s'est intensifié ce week-end, avec l'une des plus vastes attaques aériennes de ces derniers mois. En prenant pour cible des infrastructures énergétiques critiques dans tout le pays, la Russie a provoqué des coupures d'électricité généralisées, des dégâts matériels importants et, tragiquement, la perte de vies innocentes. Ces attaques n'infligent pas seulement d'immenses dommages physiques et psychologiques, elles visent également à compromettre la résilience de l'Ukraine à l'approche d'un hiver rigoureux. La crise énergétique qui menace l'Ukraine est encore aggravée par la menace nucléaire découlant de la situation autour de la centrale nucléaire de Zaporizhzhia.

La Pologne condamne sans équivoque ces atrocités odieuses et exige la fin immédiate de la guerre brutale menée par la Russie. Nous rappelons également à la Russie que les attaques dirigées contre les civils, y compris le vol d'enfants et la destruction de biens de caractère civil, ainsi que les attaques aveugles contre des zones densément peuplées, constituent des violations flagrantes du droit international humanitaire et des crimes de guerre. Leurs responsables devront répondre de leurs actes, et la justice devra être rendue.

La propagande russe inverse la réalité, déformant les définitions de victime et d'agresseur, jusque dans cette salle. Cette déformation flagrante contredit directement les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, qui reconnaissent cette guerre comme étant une agression russe et la condamnent. Dans ce contexte, nous réaffirmons qu'en menant ses opérations défensives pour réduire la capacité de la Russie à poursuivre sa guerre illégale, l'Ukraine exerce son droit naturel de légitime défense, en pleine conformité avec le droit international et comme le prévoit l'Article 51 de la Charte des Nations Unies.

Nous soutiendrons la victime de cette agression aussi longtemps qu'il le faudra. La Pologne a affecté près de 5 % de son produit intérieur brut à cette assistance, 1 % de son produit intérieur brut étant alloué au soutien à l'Ukraine et 4 % au financement de l'aide aux réfugiés ukrainiens.

Tout le monde aspire à une nouvelle chance d'instaurer la paix. Cependant, tout accord de paix doit

être forgé par consentement. Personne ne devrait être contraint d'accepter une paix qui ne correspond pas aux intérêts ou aux aspirations de la victime. Cela étant dit, je vais être très clair : il n'existe pas de raccourci vers la paix. Un règlement juste et durable doit être convenu avec l'Ukraine, avec la participation de tous les pays concernés et le soutien de la communauté internationale. Toute autre voie ne peut conduire qu'à davantage de souffrances et d'instabilité potentielles.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de l'Allemagne.

M^{me} Leendertse (Allemagne) (*parle en anglais*) : Mille jours se sont écoulés depuis l'invasion totale de l'Ukraine par la Russie. Cela représente un jalon bien triste dans l'histoire moderne. Tant de vies, trop de vies, ont été perdues, y compris celles d'enfants, de civils et de soldats ukrainiens. Nos pensées accompagnent tous ceux qui ont souffert et perdu la vie en raison de l'agression de la Russie, y compris les personnes qui ont été touchées par la vague de frappes aériennes massives de ce week-end, frappes qui ont tué des civils et gravement endommagé le réseau électrique ukrainien. Le fait de prendre pour cible des infrastructures civiles est inacceptable et pourrait constituer un crime de guerre. Le Conseil de sécurité doit rester cohérent et ferme en condamnant de telles actes et en exigeant que les civils soient protégés.

Partout dans le monde, nous entendons des appels retentissants à mettre fin immédiatement à cette guerre dévastatrice. Pourtant, dans notre quête d'une paix durable en Ukraine, nous devons être clairs : l'occupation et l'annexion des territoires ukrainiens par la Russie constituent des violations indubitables du droit international et un affront flagrant à la Charte des Nations Unies, et elles ne peuvent être justifiées par des référendums fictifs ou d'autres mesures de cet ordre.

Tolérer la violation, par la Russie, de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de l'Ukraine ne peut être considéré comme une voie viable vers la paix. N'oublions pas que céder à l'emploi illégal de la force par un État contre son voisin finirait par coûter très cher. Tous les États Membres de l'ONU doivent rejeter une telle démarche. La Russie doit répondre de ses actes.

L'Allemagne reste fidèle à son soutien global en faveur de l'Ukraine, notamment par le biais d'efforts diplomatiques visant à mettre fin à ce conflit. Toute paix doit être fondée sur la Charte des Nations Unies et ne pas être imposée au peuple ukrainien, qui subit le poids de cette agression depuis maintenant 1 000 jours. Nous nous

tenons inlassablement aux côtés de l'Ukraine et appelons une fois de plus la Russie à mettre fin immédiatement à cette guerre et à retirer complètement ses troupes. Ce n'est qu'alors que nous pourrions bâtir une paix juste et durable.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Italie.

M. Massari (Italie) (*parle en anglais*) : L'Italie s'associe pleinement à la déclaration faite au nom de l'Union européenne et souhaite ajouter quelques réflexions à titre national.

Je tiens à remercier le Royaume-Uni d'avoir organisé cette séance pour marquer une sinistre étape, puisque 1 000 jours se sont écoulés depuis l'invasion totale, non provoquée et injustifiée de l'Ukraine par la Russie.

Mille jours de guerre sont un rappel tragique de la nécessité de continuer à œuvrer résolument pour que le droit international l'emporte, pas simplement en Ukraine, mais partout où il est remis en question. L'Italie reste attachée à une paix globale, juste et durable, conformément à la Charte des Nations Unies, fondée sur les principes de souveraineté, d'indépendance, d'unité et d'intégrité territoriale. Nous sommes fermement convaincus que la mise en œuvre intégrale de ces principes ne relève pas de l'intérêt exclusif de l'Ukraine et de l'Europe, mais de celui de l'ensemble des Membres de l'ONU, car ils sont les fondements qui unissent la communauté internationale.

Ces principes ont été fermement évoqués et réaffirmés lors du sommet des ministres des affaires étrangères du Groupe des Sept (G7), présidé par l'Italie en septembre, qui s'est déroulé en marge de la semaine de haut niveau de l'Assemblée générale. Un message clair de soutien à l'indépendance et à la souveraineté de l'Ukraine a été réaffirmé dans la déclaration des dirigeants du G7 publiée pour commémorer le millième jour de la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine.

À cet égard, les ministres des affaires étrangères du G7 et de ses partenaires ont exprimé leur vive inquiétude concernant le déploiement de troupes de la République populaire démocratique de Corée en Russie, ainsi que l'acquisition illégale par la Russie de missiles balistiques auprès de la République populaire démocratique de Corée, en violation de multiples résolutions du Conseil de sécurité.

Nous condamnons l'intensification des attaques de la Russie contre les infrastructures civiles critiques et réaffirmons notre soutien au secteur énergétique ukrainien.

L'Italie, en particulier, contribue à assurer la résilience de l'Ukraine en fournissant, en plus de son aide bilatérale, un soutien financier ciblé au projet de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement axé sur la production hydroélectrique du pays. Nous accueillerons en 2025 la Conférence sur le relèvement de l'Ukraine. Ensemble, nous poserons les fondements d'une Ukraine prospère et indépendante au sein de notre famille européenne commune.

Nous devons maintenant appeler tous les États Membres de l'ONU à s'impliquer encore davantage pour

contribuer à mettre fin à cette guerre dévastatrice et insensée. Nous avons également besoin de diplomatie pour soutenir les préoccupations et les attentes légitimes des pays en développement, qui sont touchés par les répercussions plus larges de ce conflit, en termes de perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales et de sécurité alimentaire. Nous restons déterminés à collaborer avec tous les partenaires prêts à soutenir les efforts de paix. Le moment est venu de redoubler d'efforts collectivement pour atteindre cet objectif.

La séance est levée à 18 h 10.